

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1324

30 mai 2008

SOMMAIRE

Agence d'Assurances C&M Goergen S.à r.l.	63513	Euro Mobile S.A.	63552
Alcina S.A.	63514	European Hospitality Investments Sàrl ...	63506
Allianz Global Investors Islamic Fund	63514	Financière Daunou 10 S.à r.l.	63508
Angelus Capital S.A.	63507	Financière Daunou 12 S.à r.l.	63507
AP3 Holding S.à r.l.	63551	Financière Daunou 7 S.à r.l.	63508
Apollo Care Fund (EU) S.à r.l.	63508	Financière Versailles S.à r.l. sub 5	63506
Apollo Care Fund (US) S.à r.l.	63509	GSC European Mezzanine Luxembourg IV S.à.r.l.	63552
Apollo Redos Development Fund (EU) S.à r.l.	63510	Immo-Plâtre S.à r.l.	63512
Apollo Redos Development Fund (US) S.à r.l.	63510	Irisbus Bénélux	63511
Apollo Redos II S.à r.l.	63550	La Licorne S.A.	63506
Apollo Rom (US) S.à r.l.	63551	Macquarie European Vehicle Safety Hol- dings 2 S.à r.l.	63512
Apollo TH S.à r.l.	63509	Maitagaria-SPF	63513
Banstead Holding S. à r.l.	63511	Phantex Holding S.A.	63513
Cablecom Luxembourg GP S.à r.l.	63510	Real Estate Investor Fund 2 S.à r.l.	63550
Craft S.A.	63513	RHOM International S.à r.l.	63507
CVCI Luxembourg Holding S.à r.l.	63512	Royal Estate S.A.	63509
Eagle (EU) S.à r.l.	63551	Syndicated Asset Management Holding GmbH	63550
Eagle (US) S.à r.l.	63552	WWIPPS S.à r.l.	63507

European Hospitality Investments Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.250.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 71.859.

Par résolution signée en date du 11 février 2008, les associés ont pris les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de Monsieur Benjamin Drew III Velvin, avec adresse professionnelle au 717, North Harwood Street, USA-75201 Dallas, Texas, Etats-Unis, de son mandat de gérant avec effet au 31 décembre 2007.
- Nomination de Monsieur Michael Duke Thomson, avec adresse professionnelle au 1434, Kirby Road, VA 22101 Mc Lean, Virginie, Etats-Unis, en tant que gérant avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008060862/5499/17.

Enregistré à Luxembourg, le 5 mai 2008, réf. LSO-CQ00528. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2008.

Financière Versailles S.à r.l. sub 5, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 89.683.

Par résolutions signées en date du 17 avril 2008, les associés ont pris les décisions suivantes:

- acceptation de la démission de Frédéric Stevenin, avec adresse au 66, Cottesmore Court, Stanford Road, W8 5QW, Londres, Royaume-Uni, de son mandat de gérant avec effet immédiat.
- nomination de Benoît Chéron, avec adresse au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, au mandat de gérant, pour une durée indéterminée et avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mai 2008.

Référence de publication: 2008061055/581/17.

Enregistré à Luxembourg, le 7 mai 2008, réf. LSO-CQ01497. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080069047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

La Licorne S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 62.670.

Société constituée suivant acte notarié du 15 décembre 1997.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 4 mai 2007

Résolutions

L'assemblée accepte la démission de la société Eliolux S.A., ayant son siège à L-1853 Luxembourg, 24, rue Léon Kauffman, en tant que commissaire aux comptes.

L'assemblée nomme comme commissaire aux comptes, M. René MORIS, conseil fiscal, demeurant à L-6975 Rameldange, 28, Am Bounert, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2013.

Les résolutions ayant été adoptées à l'unanimité, la totalité du capital étant représentée.

Luxembourg, le 4 mai 2007.

Jim PENNING / René MORIS / Nicole ZAPPONI

Président / Scrutateur / Secrétaire

Référence de publication: 2008061068/1801/20.

Enregistré à Luxembourg, le 26 mars 2008, réf. LSO-CO07647. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

**WWIPPS S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. RHOM International S.à r.l.).**

Siège social: L-1363 Howald, 10, rue du Couvent.

R.C.S. Luxembourg B 95.536.

Constituée par-devant M^e Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 27 août 2003, acte publié au Mémorial C n^o 1034 du 7 Octobre 2003, modifiée par-devant le même notaire en date du 7 juin 2004, acte publié au Mémorial C n^o 815 du 9 août 2004, modifiée par-devant le même notaire en date du 21 février 2008, acte publié au Mémorial C n^o 835 du 5 avril 2008.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29/04/08.

Pour WWIPPS S.à r.l.

Interfiduciaire S.A.

Signature

Référence de publication: 2008061115/1261/20.

Enregistré à Luxembourg, le 5 mai 2008, réf. LSO-CQ00768. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

Angelus Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 136.959.

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date du 22 avril 2008, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

- acceptation de la démission de Mathieu Paillat, avec adresse au 43, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, France, de son mandat d'administrateur, avec effet immédiat,
- nomination de Benoît Chéron, avec adresse au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, au mandat d'administrateur, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mai 2008.

Référence de publication: 2008061056/581/17.

Enregistré à Luxembourg, le 7 mai 2008, réf. LSO-CQ01501. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080069046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

Financière Daunou 12 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.993.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 124.295.

Par résolutions signées en date du 14 avril 2008, les associés ont pris les décisions suivantes:

- acceptation de la démission de Mathieu Paillat, avec adresse au 14, rue Rémy Dumoncel, 75014 Paris, France, de son mandat de gérant avec effet immédiat.
- nomination de Benoît Chéron, avec adresse au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, au mandat de gérant, pour une durée indéterminée et avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mai 2008.

Référence de publication: 2008061057/581/17.

Enregistré à Luxembourg, le 7 mai 2008, réf. LSO-CQ01504. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080069045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

Financière Daunou 7 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 941.425,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 117.297.

Par résolutions signées en date du 14 avril 2008, les associés ont pris les décisions suivantes:

- acceptation de la démission de Dominique Mégret, avec adresse au 43, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, France, de son poste de gérant de classe A avec effet immédiat,
- nomination de Benoît Chéron, avec adresse au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, au mandat de gérant de classe A, en remplacement de Dominique Mégret, pour une durée indéterminée et avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mai 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008061058/581/17.

Enregistré à Luxembourg, le 7 mai 2008, réf. LSO-CQ01506. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080069043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

Financière Daunou 10 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.000.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 122.738.

Par résolutions signées en date du 17 avril 2008, les associés ont pris les décisions suivantes:

- acceptation de la démission de Dominique Mégret, avec adresse au 43, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, France, de son mandat de gérant avec effet immédiat,
- nomination de Benoît Chéron, avec adresse professionnelle au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, au mandat de gérant, pour une durée indéterminée et avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mai 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008061059/581/17.

Enregistré à Luxembourg, le 7 mai 2008, réf. LSO-CQ01508. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080069034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

Apollo Care Fund (EU) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 123.663.

Extrait des résolutions de l'associé unique prises le 7 avril 2008

En date du 7 avril 2008, l'Associé de Apollo Care Fund (EU) S.à r.l. (la "Société"), a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Monsieur Stuart Szabo en tant que Gérant de la Société avec effet au 1^{er} avril 2008;
- d'accepter la démission de Luxembourg Corporation Company S.A. en tant que Gérant de la Société avec effet au 1^{er} avril 2008;
- de nommer Madame Priscille Fourneaux, résidant professionnellement au 21, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, en qualité de Gérant de la Société avec effet au 1^{er} avril 2008 et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 22 avril 2008.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008061164/710/20.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2008, réf. LSO-CQ01028. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

Apollo Care Fund (US) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 123.662.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique prises le 7 avril 2008

En date du 7 avril 2008, l'Associé de Apollo Care Fund (US) S.à r.l. (la "Société"), a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Monsieur Stuart Szabo en tant que Gérant de la Société avec effet au 1^{er} avril 2008;
- d'accepter la démission de Luxembourg Corporation Company S.A. en tant que Gérant de la Société avec effet au 1^{er} avril 2008;
- de nommer Madame Priscille Fourneaux, résidant professionnellement au 21, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, en qualité de Gérant de la Société avec effet au 1^{er} avril 2008 et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 22 avril 2008.

Luxembourg Corporation Company S.A.
Signatures

Référence de publication: 2008061165/710/20.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2008, réf. LSO-CQ01029. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

Apollo TH S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 113.219.

—
Extrait des résolutions des associés prises le 7 avril 2008

En date du 7 avril 2008, les Associés de Apollo TH S.à r.l. (la "Société"), ont décidé de nommer Madame Priscille Fourneaux, résidant professionnellement au 21, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, en qualité de Gérant de la Société avec effet au 1^{er} avril 2008 et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 22 avril 2008.

Luxembourg Corporation Company S.A.
Signatures

Référence de publication: 2008061163/710/17.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2008, réf. LSO-CQ01026. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

Royal Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 74.537.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société qui s'est tenue à Luxembourg en date du 18 mai 2007

Résolution

L'assemblée accepte la nomination en tant qu'administrateur de la société Royal Construction S.A., avec siège social à L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2011, en remplacement de Mme Rockenbrod-Kneip Annette, demeurant à L-1713 Luxembourg, 168, rue Hamm.

La résolution ayant été adoptée à l'unanimité, la totalité du capital étant représentée.

Luxembourg, le 18 mai 2007.

Rockenbrod Victor.

Référence de publication: 2008061073/1801/17.

Enregistré à Luxembourg, le 8 mai 2008, réf. LSO-CQ01982. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

Apollo Redos Development Fund (EU) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 115.193.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique prises le 7 avril 2008

En date du 7 avril 2008, l'Associé unique de Apollo Redos Development Fund (EU) S.à r.l. (la "Société"), a décidé de nommer Madame Priscille Fourneaux, résidant professionnellement au 21, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, en qualité de Gérant de la Société avec effet au 1^{er} avril 2008 et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 22 avril 2008.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008061166/710/17.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2008, réf. LSO-CQ01031. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

Apollo Redos Development Fund (US) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 115.194.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique prises le 7 avril 2008

En date du 7 avril 2008, l'Associé unique de Apollo Redos Development Fund (US) S.à r.l. (la "Société"), a décidé de nommer Madame Priscille Fourneaux, résidant professionnellement au 21, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, en qualité de Gérant de la Société avec effet au 1^{er} avril 2008 et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 22 avril 2008.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008061167/710/17.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2008, réf. LSO-CQ01043. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

Cablecom Luxembourg GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 99.888.

—
Extrait de la résolution prise par l'associé unique de la Société en date du 5 mai 2008

En date du 5 mai 2008, l'associé unique de la Société a pris la résolution suivante:

- de nommer ERNST & YOUNG, une société anonyme, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, sous le numéro B 47.771, ayant son siège social au 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Luxembourg, en tant que réviseur d'entreprise de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale de la Société qui se tiendra en l'année 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mai 2008.

CABLECOM LUXEMBOURG GP S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2008061286/250/20.

Enregistré à Luxembourg, le 9 mai 2008, réf. LSO-CQ02404. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

Banstead Holding S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 135.519.

1. Suite aux cessions de parts intervenues en date du 07 avril 2008 entre International Pyramide Holdings (Luxembourg) S.A. et Grandmark Holdings Limited, les 1,250,000 parts sociales de la Société sont réparties comme suit:

- Grandmark Holdings Limited, établie au 30th Floor, Hing Wai Centre, 7 Tin Wan Praya Road, Aberdeen, Hong Kong, détient 1,250,000 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 0.01.

2. Il résulte de la décision de l'Actionnaire Unique tenue au siège social de la Société «BANSTEAD HOLDING S.à.R.L.» en date du 07 avril 2008 que l'actionnaire a pris les décisions suivantes:

- Election des nouveaux Gérants pour une durée indéterminée à compter du 07 avril 2008

- Manacor (Luxembourg) S.A., ayant son siège au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en tant que Gérant A de la société.

- Mme Chui Kwan Ho Jacky, ayant son siège au 30th Floor, Hing Wai Centre, 7 Tin Wan Praya Road, Aberdeen, Hong Kong, en tant que Gérant B de la Société.

- Mme Lau Shun Wai, ayant son siège au 30th Floor, Hing Wai Centre, 7 Tin Wan Praya Road, Aberdeen, Hong Kong, en tant que Gérant B de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Gérant

Signatures

Référence de publication: 2008060818/683/27.

Enregistré à Luxembourg, le 22 avril 2008, réf. LSO-CP07264. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2008.

Irisbus Bénélux, Société Anonyme.

Siège social: L-3364 Leudelange, rue de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 79.706.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue au siège de la société le 9 avril 2008

Démission de deux Administrateurs en fonction, avec effet au 8 avril 2008, à savoir:

- Monsieur Patrick BRETON, demeurant à Vénissieux (France), 1, rue des Combats du 24 août 1944.

- Monsieur Pascal DEBAILLE, demeurant à Montigny le Tilleul, Belgique.

Nomination de deux nouveaux administrateurs, avec effet au 9 avril 2008, à savoir:

- Monsieur Hakan SJOBERG, demeurant professionnellement au 1, rue des Combats du 24 août 1944, F-69806 Vénissieux, France. Vis-à-vis des tiers la société est engagée par la signature individuelle de l'administrateur-délégué ou par sa co-signature obligatoire avec celle d'un autre administrateur. Son mandat arrivera à échéance lors de l'assemblée générale de 2012.

- Monsieur Marcello ZANELLA, demeurant professionnellement au 1, rue des Combats du 24 août 1944, F-69806 Vénissieux, France. Vis-à-vis des tiers la société est engagée par la signature individuelle de l'administrateur-délégué ou par sa co-signature obligatoire avec celle d'un autre administrateur. Son mandat arrivera à échéance lors de l'assemblée générale de 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
IRISBUS BENELUX S.A.
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2008061075/780/27.

Enregistré à Luxembourg, le 5 mai 2008, réf. LSO-CQ00863. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

CVCI Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 135.052.

—
RECTIFICATIF

Suite à une erreur matérielle dans la notification déposée le 18 février 2008, cette notification rectificative apporte une précision à la notification Référence: LO80025920.05.

Veillez prendre note que suite à la cession de parts en date du 21 décembre 2007 entre INTERNATIONAL PYRAMIDE HOLDING (LUXEMBOURG) S.A., Citigroup Venture Capital International Growth Partnership II L.P., Citigroup Venture Capital International Growth Partnership (Employee) II L.P. et CVCIGP II Co-invest L.P.,

INTERNATIONAL PYRAMIDE HOLDINGS (LUXEMBOURG) S.A., immatriculé sous le numéro B 46448 auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, et dont le siège social se situe 46A, avenue J.F.Kennedy, L-1855 Luxembourg, ne détient plus de part dans la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CVCI Luxembourg Holding S.à.r.l.
Manacor (Luxembourg) S.A.
Manager
Signatures

Référence de publication: 2008060812/683/24.

Enregistré à Luxembourg, le 5 mai 2008, réf. LSO-CQ00882. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2008.

Macquarie European Vehicle Safety Holdings 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 117.900.

—
Par résolutions prises en date du 25 mars 2008, l'associé unique a décidé d'accepter la démission de Bruno Bagnouls, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant, avec effet au 25 mars 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 avril 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008061079/581/15.

Enregistré à Luxembourg, le 8 mai 2008, réf. LSO-CQ01870. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

Immo-Plâtre S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4451 Belvaux, 334, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 100.618.

—
Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mai 2008.

SOFINTER S.A.

"Le Dôme" - Espace Pétrusse, 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2008061127/820/15.

Enregistré à Luxembourg, le 2 mai 2008, réf. LSO-CQ00189. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

Agence d'Assurances C&M Goergen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5310 Contern, 48, rue de Moutfort.

R.C.S. Luxembourg B 107.460.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mai 2008.

SOFINTER S.A.

"Le Dôme" - Espace Pétrusse, 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, L-2013 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2008061129/820/15.

Enregistré à Luxembourg, le 2 mai 2008, réf. LSO-CQ00184. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

Craft S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 92.190.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 mai 2008.

Fiduciaire Hellers, Kos & Associés S.à r.l., Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2008061121/7262/14.

Enregistré à Luxembourg, le 2 mai 2008, réf. LSO-CQ00162. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

Phantex Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 67, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 72.410.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mai 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008061122/280/12.

Enregistré à Luxembourg, le 8 mai 2008, réf. LSO-CQ01963. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

Maitagaria-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 55.002.

Le bilan et l'annexe rectificatifs au 31 décembre 2006 (déposé le 25/01/2008, n° L080013759.05), ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008061414/565/13.

Enregistré à Luxembourg, le 3 avril 2008, réf. LSO-CP01353. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

Alcina S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6750 Grevenmacher, 6, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 129.072.

Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Generalversammlung abgehalten im Firmensitz ausserordentlich am 14. März 2008 um 16.00 Uhr

Der Aufsichtskommissar SRE SOCIETE DE REVISION CHARLES ENSCH S.A. wird ersetzt durch EWA REVISION S.A., eingeschrieben im Handels und Firmenregister unter der Nummer B 38 937, mit Sitz in L-9053 Ettelbruck, 45, avenue J. F. Kennedy. Das Mandat endet mit der Generalversammlung, die im Jahre 2013 stattfinden wird.

Für gleichlautende Ausfertigung zum Zwecke der Veröffentlichung Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Der Verwaltungsrat

Unterschriften

Référence de publication: 2008060799/832/17.

Enregistré à Diekirch, le 5 mai 2008, réf. DSO-CQ00019. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080067696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2008.

Allianz Global Investors Islamic Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 138.591.

STATUTES

In the year two thousand and eight, on the sixth of May.

Before us, Maître Paul Bettingen, notary, residing in Niederanven.

There appeared:

Allianz Global Investors Luxembourg S.A., a company under the Luxembourg law, RCS B 27.856, with registered office in 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg,

duly represented by Mr Oliver EIS, Officer, residing in Hupperath (Germany), by virtue of a proxy given under private seal in Senningerberg, on April 30, 2008.

The aforementioned proxy, signed *ne varietur* by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to this document to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in their above-stated capacity, has drawn up the following Articles of Incorporation of a public limited company, which she declares organised among themselves:

Title I Name - registered office - duration - object of the company

Art. 1. Name. There exists among the subscribers and those who become holders of subsequently issued shares a joint-stock company ("société anonyme") in the form of an investment company with variable capital ("Société d'Investissement à Capital Variable") under the name "Allianz Global Investors Islamic Fund" (hereinafter the "Company").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is in the municipalité of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg. The Board of Directors may decide to establish branches, subsidiaries or other offices either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but in no event in the United States of America, its territories or possessions).

If the Board of Directors concludes that extraordinary political or military events that could have a negative impact on the regular course of business of the Company at its registered office or the communication with the affected offices or persons abroad have occurred or are imminent, the registered office may be temporarily moved abroad until such time as the situation completely normalises; these provisional measures will have no bearing on the nationality of the Company, which, regardless of this temporary relocation, will remain a Luxembourg Company.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

Art. 4. Object of the Company. The exclusive purpose of the Company is to invest the assets of the Company in Shariah-compliant transferable securities and other assets permitted by law in accordance with the principle of risk

diversification and with the objective of paying out to shareholders the profits resulting from the management of the assets of the Company, either through distributions or through accumulation of income in the Fund.

The Company shall not carry out any objects that are contrary to Shariah, as promulgated by the Shariah Consultant. Subject to the foregoing, the Company may take any measures and execute any transactions that it considers expedient with regard to the fulfilment and implementation of the object of the Company to the full extent permitted by the Law of 20 December 2002 on Undertakings for Collective Investment as well as subsequent amendments and laws in relation thereto.

Title II Share capital - shares - net asset value

Art. 5. Share Capital, Share Classes. The capital of the Company will at all times be equal to the total net assets of the Company in accordance with Article 11 of these Articles of Incorporation and will be represented by fully paid-up shares of no face value. The minimum capital, as provided by law, is fixed at one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000). The initial capital is the equivalent in US dollar of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) divided into thirty-one (31) Shares of no par value. Upon the decision of the Board of Directors, the shares issued in accordance with Article 7 of these Articles of Incorporation may be from more than one share class. The proceeds from the issue of shares of a share class, less a sales commission (sales charge), are invested in Shariah-compliant transferable securities of all types and other legally permissible assets in accordance with the investment policy as set forth for the respective share class(es) by the Board of Directors for a subfund (as defined below), and taking into account investment restrictions required by law or determined by the Board of Directors.

The Board of Directors will set up a portfolio of Shariah-compliant assets that represents a subfund (hereinafter the "Subfund") as defined in Article 133 of the Law of 20 December 2002 as well as subsequent amendments and laws in relation thereto, and that is formed for one or more share classes of the type described in Article 11 of these Articles of Incorporation. Each portfolio will be invested in proportion to the investors for the exclusive benefit of the relevant share class(es).

The Company constitutes a single legal entity. Each subfund is only responsible towards third parties, particularly to creditors of the Company, and in derogation of Article 133 of the Law of 20 December 2002, for those liabilities allocated to it.

The Board of Directors may create each subfund for an unlimited or limited period of time; in the latter case, the Board of Directors may, at the expiration of the initial period of time, extend the duration of that subfund one or more times. At the expiration of the duration of a subfund, the Company shall redeem all the shares in the class(es) of shares of that subfund, in accordance with Article 8 of these Articles of Incorporation, irrespective of the provisions of Article 24 of these Articles of Incorporation.

At each extension of the duration of a subfund, the registered shareholders will be duly notified in writing, by a notice sent to their address as recorded in the Company's register of shareholders. The Company will inform the bearer shareholders by a notice published in newspapers to be determined by the Board of Directors, if these investors and their addresses are not known to the Company. The sales documents for shares in the Company shall indicate the duration of each subfund and, if applicable, any extension of its duration.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class of shares will, if not already denominated in US Dollar, be converted into US Dollar. The capital of the Company equals the total of the net assets of all the classes of shares.

Art. 6. Shares.

1. Individual, collective and global certificates may be issued; no claim can be made on the issue of physical securities. The Board of Directors determines whether the Company issues shares in bearer and/or in registered form. If bearer share certificates are issued, they will be issued in such denominations as the Board of Directors prescribes, and they may be imprinted with a notice that they may not be transferred to any restricted person (as defined in Article 10 below) or entity established by or for a restricted person. The applicability of the regulations of Article 10 does not, however, depend on whether certificates are imprinted with such a notice.

All registered shares issued by the Company are entered in the register of shareholders, which is kept by the Company or by one or more persons designated by the Company. This register contains the names of the owners of registered shares, their permanent residence or elected domicile as indicated to the Company, and the number of registered shares held by them.

The entry of the shareholder's name in the register of shares evidences the shareholder's right of ownership to such registered shares. The Company decides whether a certificate for such entry is delivered to the shareholder or whether the shareholder receives a written confirmation of its shareholding.

If bearer shares are issued, registered shares may be converted into bearer shares and bearer shares may be converted into registered shares at the request of the shareholder. An exchange of registered shares into bearer shares will be effected by cancellation of the registered share certificates, if any, after confirming that the transferee is not a restricted person and by issuance of one or more bearer share certificates to replace the cancelled registered share certificates. An entry will be made in the register of shareholders to evidence such cancellation. An exchange of bearer shares into registered shares will be effected by cancellation of the bearer share certificates, and, if applicable, by issuance of registered

share certificates in lieu thereof. An entry will be made in the register of shareholders to evidence such issuance. At the discretion of the Board of Directors, the costs of any such exchange may be charged to the shareholder requesting it.

Before shares are issued in bearer form and before registered shares are converted into bearer shares, the Company may require proof, satisfactory to the Board of Directors, that such issuance or exchange will not result in such shares being held by a restricted person.

The share certificates will be signed by two members of the Board of Directors. The signatures may be handwritten, printed or in the form of a facsimile. One of these signatures may be made by a person duly authorised to do so by the Board of Directors; in this case, it must be handwritten. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board of Directors may determine.

2. If bearer shares are issued, the transfer of bearer shares will be effected by delivery of the corresponding share certificates. The transfer of registered shares is effected:

(i) if share certificates have been issued, by delivery of the certificate or certificates representing these shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company, and

(ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be entered in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act on their behalf. Any transfer of registered shares will be entered in the register of shareholders. This entry will be signed by one or more members of the Board of Directors or by one or more other persons duly authorised to do so by the Board of Directors.

3. Shareholders entitled to receive registered shares must provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. This address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may have a notice to this effect entered into the register of shareholders. The shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be determined by the Company from time to time, until another address is provided to the Company by that shareholder. A shareholder may, at any time, change the address entered in the register of shareholders by means of a written notification to the registered office of the Company or to such other address as may be determined by the Company from time to time.

4. If a shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been lost, damaged or destroyed, then, at the shareholder's request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Company may determine, including but not restricted to a bond issued by an insurance company. With the issuance of the new share certificate, which will be marked as a duplicate, the original share certificate being replaced shall become void.

Damaged share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its discretion, charge the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the cancellation of the original share certificate, to the shareholder.

5. The Company recognises joint owners of each one or more shares.

However if one or more shares are jointly owned or if the ownership of a share or shares is disputed, all persons claiming a right to those shares will appoint one owner to represent those shares towards the Company. The failure to appoint such an attorney results in the suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

6. The Company may decide to issue fractional shares.

Such fractional shares do not carry voting rights but are entitled to participate in the net assets attributable to the relevant class of shares on a pro rata basis. Certificates for bearer shares will only be issued for whole shares.

Art. 7. Issue of Shares. The Board of Directors is authorised, without limitation, to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving a preferential right to subscribe for the shares to be issued for the existing shareholders.

The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which shares of a certain class are issued; the Board of Directors may, in particular, decide that shares of a particular class will only be issued during one or more offering periods or at such other intervals as provided for in the sales documents of the Company.

Shares in subfunds will be issued at the subscription price. The subscription price for shares of a particular share class of a subfund, corresponds to the net asset value per share of the respective share class (for more on this, see Articles 11 and 12) plus any sales charge, if applicable. Additional fees may be incurred if distributors and paying agents are involved in a transaction. The relevant subscription price may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which it is to be paid, as determined by the Board of Directors.

A process determined by the Board of Directors and described in the sales documents shall govern the chronology of the issue of shares in a subfund.

The subscription price is payable within a period determined by the Board of Directors, which may not exceed five (5) business days from the relevant valuation day.

The Board of Directors may confer the authority upon any of its members, any managing director, officer or other duly authorised representative to accept subscription applications, to receive payments for newly issued shares and to deliver these shares.

The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of assets, in accordance with Luxembourg law, in particular in accordance with the obligation to deliver a valuation report from an auditor ("réviseur d'entreprises agréé"), and provided that such assets are in accordance with the investment objectives and policies of the relevant subfund. All costs related to the contribution in kind are borne by the shareholder acquiring shares in this manner.

Applications for subscription are irrevocable, except - for the duration of such suspension - when the calculation of the net asset value has been suspended in accordance with Article 12 of these Articles of Incorporation.

Art. 8. Redemption of Shares. Any shareholder may request a redemption of all or part of his shares from the Company, pursuant to the conditions and procedures set forth by the Board of Directors in the sales documents for the shares and within the limits provided by law and these Articles of Incorporation.

Subject to the provisions of Article 12 of these Articles of Incorporation, the redemption price per share will be paid within a period determined by the Board of Directors which may not exceed five (5) business days from the relevant valuation day, as determined in accordance with the current policy of the Board of Directors, provided that any share certificates issued and any other transfer documents have been received by the Company.

The redemption price per share for shares of a particular share class of a subfund corresponds to the net asset value per share of the respective share class less any redemption fee, if applicable. Additional fees may be incurred if distributors and paying agents are involved in a transaction. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which it is to be paid, as determined by the Board of Directors.

A process determined by the Board of Directors and described in the sales documents shall govern the chronology of the redemption of shares in a subfund.

If as a result of a redemption application, the number or the value of the shares held by any shareholder in any class of shares falls below the minimum number or value that is then - if the rights provided for in this sentence are to be applicable - determined by the Board of Directors in the sales documents, the Company may decide to treat such an application as an application for redemption of all of that shareholder's shares in the given share class.

If, in addition, on a valuation day or at some time during a valuation day, redemption applications as defined in this Article and conversion applications as defined in Article 9 of these Articles of Incorporation exceed a certain level set by the Board of Directors in relation to the shares of a given share class, the Board of Directors may resolve to suspend part or all of the redemption and conversion applications for a certain time period and in the manner deemed necessary by the Board of Directors, in the best interest of the Company. However, this suspension should not exceed two valuation days. On the valuation day following this period, these redemption and conversion applications will be given priority and dealt with ahead of other applications.

The Company may be authorised by resolution of the Board of Directors to satisfy payment of the redemption price owed to any shareholder, subject to such shareholder's agreement, in specie by allocating assets to the shareholder from the portfolio set up in connection with the share class(es) equal in value to the value of the shares to be redeemed (calculated in the manner described in Article 11) as of the valuation day or the time of valuation when the redemption price is calculated. The nature and type of assets to be transferred in such case will be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders in the given share class or classes, as the case may be. The valuation used will be confirmed by a special report of the Auditor of the Company. The costs of any such transfers are borne by the transferee.

All redeemed shares will be cancelled.

All applications for redemption of shares are irrevocable, except - in each case for the duration of the suspension - in accordance with Article 12 of these Articles of Incorporation, when the calculation of the net asset value has been suspended or when redemption has been suspended as provided for in this Article.

Art. 9. Conversion of Shares. A shareholder may convert shares of a particular share class of a subfund held in whole or in part into shares of the corresponding share class of another subfund; shares may not be converted from one share class to another in the same subfund or in another subfund. In derogation of this, the Board of Directors may provide for more flexible conversion of shares than permitted above in the sales documents.

The Board of Directors may make the conversion of shares dependent upon additional conditions.

A conversion application will be considered as an application to redeem the shares held by the shareholder and as an application for the simultaneous acquisition (issue) of the shares to be acquired. This conversion will be calculated on the basis of the net asset value per share of the respective share class; a conversion fee may be incurred. Additional fees may be incurred if distributors and paying agents are involved in a transaction. The prices underlying the conversion may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which they are to be paid, as determined by the Board of Directors. The Board of Directors may determine that balances of less than a reasonable amount to be set by the Board of Directors, resulting from conversions will not be paid out to shareholders.

As a rule, both the redemption and the acquisition parts of the conversion application should be calculated on the basis of the values prevailing on one and the same valuation day. If there are different order acceptance deadlines for the

subfunds in question, the calculation may deviate from this, in particular depending on the sales channel. In particular either

- the sales part may be calculated in accordance with the general rules on the redemption of shares (which may be older than the general rules on the issue of shares), while the purchase part would be calculated in accordance with the general (newer) rules on the issue of shares or

- the sales part is not calculated until a time later in relation to the general rules on share redemption together with the purchase part calculated in accordance with the newer (in relation to the sales part) rules on the issue of shares.

Conversions may only be effected if, at the time, both the redemption of the shares to be converted and the issue of the shares to be acquired are simultaneously possible; there will be no partial execution of the application unless the possibility of issuing the shares to be acquired ceases after the shares to be converted have been redeemed.

All applications for the conversion of shares are irrevocable, except - in each case for the duration of the suspension - in accordance with Article 12 of these Articles of Incorporation, when the calculation of the net asset value of the shares to be redeemed has been suspended or when redemption of the shares to be redeemed has been suspended as provided for in Article 8. If the calculation of the net asset value of the shares to be acquired is suspended after the shares to be converted have already been redeemed, only the acquisition part of the conversion application can be revoked during this suspension.

If, in addition, on a valuation day or at some time during a valuation day redemption applications as defined in Article 8 of these Articles of Incorporation and conversion applications as defined in this Article exceed a certain level set by the Board of Directors in relation to the shares issued in the share class, the Board of Directors may resolve to suspend part or all of the redemption and conversion applications for a certain period of time and in the manner deemed necessary by the Board of Directors, in the best interest of the Company. However, this suspension should not exceed two valuation days. On the valuation day following this period, these redemption and conversion applications will be given priority and dealt with ahead of other applications.

If as a result of a conversion application, the number or the value of the shares held by any shareholder in any class falls below the minimum number or value that is then - if the rights provided for in this sentence are to be applicable - determined by the Board of Directors in the sales documents, the Company may decide to treat the purchase part of the conversion application as a request for redemption for all of the shareholder's shares in the given share class; the acquisition part of the conversion application remains unaffected by any additional redemption of shares.

Shares that are converted to shares of another share class are cancelled.

Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any individual or legal entity, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg law or other law, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred (such individual or legal entities are to be determined by the Board of Directors and are defined herein as "restricted persons").

For such purposes the Company may:

A. decline to issue any shares and decline to register any transfer of shares, where such registration or transfer would result in legal or beneficial ownership of such shares by a restricted person; and

B. at any time require any person whose name is entered in the register of shareholders or who seeks to register the transfer of shares in the register of shareholders to furnish the Company with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests with a restricted person, or whether such registration will result in beneficial ownership of such shares by a restricted person; and

C. decline to accept the vote of any restricted person at the general meeting of shareholders; and

D. instruct a shareholder to sell his shares and to demonstrate to the Company that this sale was made within thirty days of notification if the Company determines that a restricted person is the sole beneficial owner or is the beneficial owner together with other persons. If the investor does not comply with the notification, the Company may, in accordance with the procedure described below, compulsorily redeem all shares held by such a shareholder or have this redemption carried out:

1. The Company provides a second notification ("notification of purchase") to the investor or the owner of the shares to be redeemed, in accordance with the entry in the register of shareholders; this notification designates the shares to be redeemed, the procedure under which the redemption price is calculated and the name of the acquirer.

Such notification will be sent by registered post to the last known address or to the address listed in the Company's books. This notification obliges the investor in question to send the share certificate or share certificates that represent the shares to the Company in accordance with the information in the purchase notification.

Immediately upon close of business on the date designated in the purchase notification, the shareholder's ownership of the shares which are designated in the purchase notification ends. For registered shares, the name of the shareholder is stricken from the register of shareholders; for bearer shares, the certificate or certificates that represent the shares are cancelled.

2. The price at which these shares are acquired ("sales price") corresponds to an amount determined on the basis of the share value of the corresponding share class on a valuation day, or at some time during a valuation day, as determined by the Board of Directors, less any redemption fees incurred, if applicable. The purchase price is, less any redemption fees incurred, if applicable, the lesser of the share value calculated before the date of the purchase notification and the share value calculated on the day immediately following submission of the share certificate(s).

3. The purchase price will be made available to the previous owner of these shares in the currency determined by the Board of Directors for the payment of the redemption price of the corresponding share class and deposited by the Company at a bank in Luxembourg or elsewhere (corresponding to the information in the purchase notification) after the final determination of the purchase price following the return of the share certificate(s) as designated in the purchase notification and their corresponding coupons that are not yet due. After the purchase notification has been provided and in accordance with the procedure outlined above, the previous owner no longer has any claim related to all or any of these shares and the previous owner also has no further claim against the Company or the Company's assets in connection with these shares, with the exception of the right to receive payment of the purchase price without interest from the named bank after actual delivery of the share certificate(s). All income from redemptions to which shareholders are entitled in accordance with the provisions of this paragraph may no longer be claimed and is forfeited as regards the respective share class(es) unless such income is claimed within a period of five years after the date indicated in the purchase notification. The Board of Directors is authorised to take all necessary steps to return these amounts and to authorise the implementation of corresponding measures for the Company.

4. The exercise of the powers by the Company in accordance with this Article may in no way be called into question or declared invalid on the grounds that the ownership of shares was not sufficiently proven or that the actual ownership of shares did not correspond to the assumptions made by the Company on the date of the purchase notification, provided that the Company exercised the above-named powers in good faith.

"Restricted persons" as defined in these Articles of Incorporation are neither persons who subscribe shares for the duration of their shareholding in connection with the formation of the Company nor securities dealers who subscribe shares in the Company for distribution.

Art. 11. Calculation of Net Asset Value per Share. The net asset value per share of each class of shares will be calculated in the base currency of the subfund (as defined in the sales documents for the shares) and, if share classes are issued with other reference currencies in a subfund, such net asset value will be published in the currency in which that class of shares is denominated. On each valuation day or at some time during a valuation day, the net asset value per share will be calculated by dividing the net assets of the Company attributable to the respective share class, that is, the proportional share of the assets attributable to such a share class less any prohibited income accrued to date, less the proportional share of the liabilities attributable to a share class on this valuation day or this time during the valuation day, by the number of shares in circulation of the relevant share class in accordance with the valuation rules set forth below. Net asset value may be rounded up or down to the next applicable currency unit in accordance with the decision of the Board of Directors.

For Shariah-compliant money-market subfunds, the net asset value per share of a share class may be determined plus/less accrued income and expenses expected to be due per share up to and including the calendar day before the value date.

If, since the determination of the share value, there have been significant changes in the prices on markets in which a significant portion of the assets attributable to a share class are traded or listed, the Company may, in the interest of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and perform a second valuation.

The valuation of the share value of the different classes of shares will be performed in the following manner:

I. The assets of the Company include:

1. All cash positions, term deposits and cash held at banks including accrued interest (if any);
2. all matured non-interest bearing bills receivable and vested receivables as well as outstanding balances (including payment for securities sold but not yet delivered);
3. all non-interest-bearing securities, certificates of deposit, stocks, Sukuk subscription rights, convertible Sukuk and other securities, financial instruments and similar assets, that the Company owns or that are traded on its behalf;
4. cash and other dividends and distributions that can be claimed by the Company provided that the Company has been appropriately notified thereof;
5. formation expenses of the Company that have not been written off, including costs for the issue and delivery of shares in the Company;
6. other assets of whatever type and origin, including prepaid expenses.

The value of these assets will be determined as follows:

a) Cash, Shariah-compliant term deposits and similar assets will be valued at their face value plus interest (if any). If there are significant changes in market conditions, the valuation may be made at the realisation price if the Company can cancel the investment, the cash or similar assets at any time; the realisation price in this sense corresponds to the sales price or the value that must be paid upon cancellation to the Company.

b) Investments that are listed or traded on an exchange will be valued based on the latest available trade price on the stock exchange which constitutes in principle the principal market for this investment.

c) Investments traded on another regulated market will be valued at the latest available price.

d) Shariah-compliant Securities and Shariah-compliant money-market instruments whose latest available trade prices do not correspond to appropriate market prices, as well as securities and money-market instruments not officially listed or traded on an exchange or on another regulated market, and all other assets, are valued on the basis of their probable sales price, determined prudently and in good faith.

e) Claims for reimbursement from Shariah-compliant securities lending are valued at the respective market value of the securities and money-market instruments lent.

f) The liquidating value of Shariah-compliant futures, forward or options contracts not traded on exchanges or on other regulated markets means their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Board of Directors, on the basis of calculations consistently applied for all types of contract. The liquidation proceeds of futures, forward or options contracts traded on exchanges or on other regulated markets will be based upon the latest available trade price of these contracts on exchanges and regulated markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded by the Company. If futures, forward or options contracts cannot be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contracts will be such value as the Board of Directors deems fair and reasonable.

g) Shariah-compliant financial instrument-related swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable index or financial instrument. The valuation of the financial instrument-related swap agreement is based upon the market value of such swap transaction established in good faith pursuant to procedures established by the Board of Directors.

h) Target fund units in Shariah-compliant undertakings for collective investment in transferable securities ("UCITS") or Shariah-compliant undertakings for collective investment ("UCI") are valued at the latest redemption price determined and obtainable.

The value of all assets and liabilities not expressed in the base currency of the respective subfund will be converted into such currency at the latest available exchange rates. If such rates are not available, the rate of exchange will be determined in good faith pursuant to procedures established by the Company.

The Company, at its sole discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers such valuation to be a more fair valuation of an asset of the Company.

II. The liabilities of the Company include:

1. All loans, bills payable and payments due;
2. all costs incurred or payable (including but not restricted to management costs, management compensation, including incentive fees (if provided for), custodian fees and costs for representatives of the Company);
3. all known current and future liabilities, including contractual liabilities due on cash payments or property transfers, including the total of unpaid but approved distributions by the Company;
4. appropriate provisions for future tax payments on the basis of capital and income on the valuation day, or at some time during a valuation day, as decided by the Company, as well as other provisions (if made) that have been authorised by the Board of Directors, and other amounts (if provided for) that the Board of Directors considers appropriate in connection with pending liabilities of the Company;
5. all other liabilities of the Company, regardless of type or origin, taking into account generally accepted accounting principles. In determining the amount of these liabilities, the Company will take into account all costs to be paid by the Company, including formation expenses; fees to be paid to the Management Company and the Central Administration Agent as well as remuneration due to third parties appointed by the Central Administration Agent with central administration tasks, if they are not charged directly to the shareholder in a special share class; payments/fees and expenses of auditors, the Custodian and its correspondent banks, the Paying and Information Agents, the distributors and permanent representatives in places in which the Company is registered, as well as other representatives appointed by the Company, including intermediaries for securities lending; compensation and expenses of the members of the Board of Directors and their insurance, reasonable travel costs and cash expenses for meetings of the Board of Directors; fees and expenses for legal advice and audits, including the costs of providing tax information certificates for domestic and foreign tax purposes; costs for enforcement and implementation of the justifiable legal rights of the Company, a subfund or a share class and for defence against claims made against the Company, a subfund or a share class that seem unjustified; fees and costs for the registration and maintenance of the registration of subfunds with the supervisory authorities and exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in other countries; a reasonable proportion of advertising costs and other costs incurred in connection with the offer and the distribution of shares; disclosure and publication costs, including the cost of preparing, printing, advertising and shipping full and simplified sales prospectuses, explanatory notes, periodic reports, registration notices as well as the costs of other reports to the shareholders; costs of assessing the standing of the subfund by nationally and internationally recognised rating agencies; costs for calculating the risk and performance figures and the calculation of a performance-related fee for the Management Company by third parties appointed to do so; costs related to obtaining and maintaining a status authorising the direct investment in assets in a country or to act directly as a contracting partner in markets in a country; costs related to the use of index names, in particular, licence fees; costs and fees incurred by the Company and by third parties designated by the Company related to the acquisition, use and maintenance of in-house or third-party computer systems used by fund management; costs and expenses of the Company,

the Custodian and third parties authorised by the Company and the Custodian in connection with monitoring investment limits and restrictions; costs related to obtaining information about general shareholders' meetings of companies or about other meetings of the owners of assets and costs related to participation by the Company or authorised third parties in such meetings; all taxes, fees, public and similar charges, as well as all other operating expenses, including buying and selling costs of assets (including any research and analyst services made available in accordance with market practice), as well as the use of securities lending programmes, bank and broker fees, postage, telephone, fax and telex charges. The Company may allow the management expenses and other regular or recurring expenses to accrue and to allocate the amount estimated in this way to one year or any other time period.

III. The assets will be allocated as follows:

The Board of Directors may establish subfunds, which may have one or more share classes:

a) If multiple classes of shares are issued in one subfund, the assets attributable to these share classes will be jointly invested pursuant to the specific investment policy of the subfund concerned. The Board of Directors may also define share classes within a subfund, which may differ in their charges, fee structure, application of earnings, persons authorised to invest, minimum investment amount, reference currency, or other characteristics.

b) Proceeds from the issue of shares of a share class, less any sales charge, if applicable, will be allocated in the books of the Company to that share class or those share classes issued for the respective subfund, and that amount will serve to increase the proportion of the net asset value of the affected subfund attributable to the share class to be issued.

c) Assets, liabilities, income and expenses allocated to a subfund are allocated to the share class(es) issued by that subfund, subject to (a) above.

d) Where an asset is derived from another asset, the derivative asset will be allocated in the books of the Company to the same class(es) of shares as the assets from which it was derived, and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value will be applied to the relevant class(es) of shares.

e) If an asset or a liability of the Company cannot be allocated to a particular share class, then that asset or that liability shall be allocated to all share classes on a pro rata basis in relation to their respective net assets or in another manner determined in good faith by the Board of Directors, whereby

(i) when assets are held in an account for the account of multiple subfunds and/or are administered as a separate pool of assets by a representative of the Board of Directors authorised to do so, the corresponding right of each share class will correspond on a pro rata basis to its investment in the account or pool in question, and

(ii) this right will change in accordance with the investments and redemptions made for the account of the shares, as described in detail in the sales documents for the shares in the Company, and finally

(iii) each subfund is only responsible towards third parties, particularly to creditors of the Company, and in derogation of Article 133 of the Law of 20 December 2002, for those liabilities allocated to it.

f) The assets allocated for calculation of Net Asset Value shall exclude prohibited income (e.g. interest).

g) After payment of distributions to the holders of any class of shares, the net asset value of that class of shares will be reduced by the amount of the distributions.

All valuation regulations and resolutions have to be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

With the exception of any cases of wilful misconduct, gross negligence or obvious error, any decision taken in connection with the calculation of the net asset value by the Board of Directors or by a bank, company or other office authorised by the Board of Directors to calculate net asset value, is final and binding on the Company as well as on present, past and future shareholders.

IV. For the purposes of this Article, the following provisions apply:

1. Outstanding shares in the Company to be redeemed under Article 8 of these Articles of Incorporation will be treated as existing shares and taken into account until immediately after the time the valuation is made, as specified by the Board of Directors on the corresponding valuation day; from that time until the Company pays the redemption price, the Company will record a liability in that amount.

2. Shares to be issued will be treated as being issued from the date specified by the Board of Directors for the respective valuation day on which the valuation is made; from that date until receipt of the issue price by the Company, the Company will record a receivable in that amount.

3. If the Company undertakes on a valuation day or at some time during a valuation day:

- to purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset will be recognised as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired will be recognised as an asset of the Company in the Company's balance sheet;

- to dispose of an asset, then the consideration due for such asset is recognised as a receivable of the Company and the asset to be disposed of is no longer reported as an asset of the Company, whereby, if the precise value or the precise nature of the consideration or of the asset is not known on the corresponding valuation day or at the corresponding time during such valuation day, then this value will be estimated by the Company.

Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of the Calculation of Share Value and of the Issue, Redemption and Conversion of Shares. For each share class, the net asset value and the issue, redemption and conversion price per share will be calculated on a regular basis by the Company or by an office authorised to do so by the Company, at least twice per month at intervals to be determined by the Board of Directors. The day on which this calculation is made is designated the "valuation day"; if the share value is determined more than once on a single valuation day, each of these times is considered to be a "valuation time" during that valuation day.

The Company may suspend the calculation of the net asset value per share of each subfund or of an individual share class as well as the issue and redemption of shares and the conversion of shares in each individual subfund or of an individual share class:

a) during any period (with the exception of regular bank holidays) in which any of the principal stock exchanges or other markets on which a substantial portion of the assets of a subfund are listed or dealt in is closed, or during any period in which trade on such an exchange or market is restricted or suspended, provided that such closure, restriction or suspension affects the valuation of the assets of the subfund in question of the Company listed in such exchange or market; or

b) during any period in which, in the view of the Board of Directors, there is an emergency, the result of which is that the sale or valuation of assets of a certain subfund or of certain share classes of the Company cannot, for all practical purposes, be carried out; or

c) at times when there is a breakdown in the means of communication or calculation normally used on an exchange or other market to determine the price or the value of investments of a subfund or of a share class or to determine the current price or value of investments of the respective subfund or of the respective share class; or

d) if for other reasons the prices for assets of the Company attributable to the subfund in question or to a certain share class cannot be determined rapidly or precisely; or

e) during a period in which it is not possible for the Company to repatriate the necessary funds for the redemption of shares, or in which the transfer of funds from the sale or for the acquisition of investments or for payments resulting from redemptions of shares cannot be carried out, in the view of the Board of Directors, at normal exchange rates; or

f) from the time of the announcement of a call by investors for an extraordinary meeting of shareholders for the purpose of liquidating the Company, a subfund or a share class, or for the purpose of carrying out a merger of the Company, a subfund or a share class, or for the purpose of informing investors of the decision by the Board of Directors to liquidate subfunds or share classes or for the purpose of merging subfunds or share classes.

Appropriate notice of any such suspension considered necessary will be published by the Company. The Company may notify shareholders applying for subscription, conversion, or redemption of shares for which the calculation of net asset value has been suspended.

Any such suspension in a share class has no effect on the calculation of the net asset value per share, or the issue, redemption or conversion of shares of other share classes.

Title III Management and supervision

Art. 13. Board of Directors. The Company will be managed by a Board of Directors, composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company. They will be elected for a term not exceeding six years. The Board of Directors will be elected by the shareholders at the general meeting of shareholders at which the number of directors, their remuneration and term of office will also be determined.

Members of the Board of Directors are selected by a majority vote of the shares present or represented at such meeting.

Any member of the Board of Directors may be removed with or without cause or replaced at any time by a resolution adopted by the general meeting.

In the event of a vacancy in the office of a member of the Board of Directors, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the shareholders will take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 14. Board Meetings. The Board of Directors will choose a chairman from among its members. It may choose a secretary, who need not be a director, who will write and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman of the Board of Directors presides at the board meetings and the general meetings of shareholders. In his absence, the shareholders or the members of the Board of Directors may decide by a majority vote that another director, or in case of a shareholders' meeting, another person will chair such meetings.

The Board of Directors may appoint any officers, including a managing director and any assistant managing directors as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board of Directors. The officers need not be directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by the Articles of Incorporation, the officers have the rights and duties conferred upon them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors will be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in emergencies, in which case the nature of the emergency will be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or other similar means of communication. No separate invitation is necessary for meetings whose date and location have been determined by a prior resolution of the Board of Directors.

Any member of the Board of Directors may act at any meeting by appointing another director as his proxy in writing, by telegram, telex or telefax or any other similar means of communication. A director may represent more than one of his colleagues.

Any member of the Board of Directors may participate in a meeting of the Board of Directors through a conference call or through similar means of communication that permit all participants in the meeting to hear one another; participation in this manner is considered to be the same as a physical presence at the meeting.

The Board of Directors may only make legally binding resolutions at duly convened meetings of the Board of Directors. The directors may not bind the Company by their individual signatures, unless specifically authorised to do so by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the directors, or any other quorum that the Board of Directors may determine, is present or represented.

Resolutions of the Board of Directors will be recorded in minutes signed by the chairman of the board meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial or other proceedings are validly signed by the chairman of the meeting or any two directors.

Resolutions will be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In the event of a tied vote, the chairman of the board meeting casts the deciding vote.

Circular resolutions in writing approved and signed by all directors have the same effect as resolutions passed at the board meetings; each director may approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Such approval must be confirmed in writing. All documents together form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 15. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 18 of these Articles of Incorporation.

All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders lie in the competence of the Board of Directors.

Art. 16. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signature of any two directors or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 17. Delegation of Powers. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management of the Company (including the power to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to one or more individual or legal entities, who need not be members of the Board of Directors, who will have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorises, sub-delegate their powers.

The Company will conclude, as described in detail in the sales documents, an agreement with a management company (the "Management Company") who will provide advice and consultation on the Company's investment policy in accordance with Article 18 of these Articles of Incorporation. As part of the daily investment policy and under the overall supervision of the Board of Directors, the Management Company may, in accordance with a written agreement, take decisions regarding the acquisition and sale of securities and other assets of the Company.

In the event of the termination of said agreement under any conditions, the Company will change its name to a name not resembling the one specified in Article 1 of these Articles of Incorporation.

The Board of Directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 18. Investment Policies and Restrictions. The Board of Directors may, in accordance with the principle of risk diversification, determine the investment policies of each subfund and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the restrictions to be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulatory provisions.

1. Under these investment restrictions, the Board of Directors may decide to invest in the following assets; the Board of Directors may also decide to exclude investments in certain assets:

a) Shariah-compliant Securities and Shariah-compliant money-market instruments that

- are traded on a stock exchange or another regulated market of an EU member state or of a third country, which operates regularly and is recognised and open to the public; or

- are offered within the scope of initial public offerings, the issuing terms of which include the obligation to apply for admission to official listing on a stock exchange or in another regulated market as defined in the first bullet point, and the admission of which is obtained no later than one year after the issue.

Shariah-compliant Money-market instruments are Shariah-compliant investments that are normally traded over the counter or on the money market that are liquid and whose value can be determined precisely at any time.

b) Shariah-compliant Units of Undertakings for Collective Investment in Securities ("UCITS") in accordance with Directive 85/611/EEC or other Shariah-compliant Undertakings for Collective Investment ("UCI") as defined by Article 1 Para. 2, first and second bullet point of Directive 85/611/EEC with registered offices in a member state of the European Union or a third country, if

- such other UCI are admitted in accordance with legal regulations that subject them to official supervision, which in the opinion of the Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF") are equivalent to those of the European Community law, and adequate assurance of the co-operation between the government agencies exists;

- the level of protection for the unitholders of the UCI is equivalent to the level of protection for the unitholders of a UCITS and in particular the provisions for separate safekeeping of Fund assets, borrowing, lending and short sales of securities and money-market instruments are equivalent to the requirements of Directive 85/611/EEC;

- the business operations of the UCI are the subject of annual and semi-annual reports that make it possible to form a judgment concerning the assets and liabilities, the income and transactions in the reporting period;

- the UCITS or the UCI, the units of which are to be acquired, may according to its formation documents, invest a maximum of 10% of its assets in units of other UCITS or UCI.

c) Non-interest bearing demand deposits or deposits subject to call with a maximum term of 12 months at financial institutions, provided the financial institution in question has its registered office in a member state of the European Union or, if the registered office of the financial institution is located in a third country, is subject to regulatory provisions, which in the opinion of the CSSF are equivalent to those of European Community law. The deposits may in principle be denominated in all currencies permitted by the investment policy of a subfund.

d) Shariah-compliant derivative financial instruments ("Shariah-compliant derivatives"), i.e. in particular futures, forward contracts, options and swaps including equivalent instruments settled in cash, which are traded on regulated markets described in a), and/or Shariah-compliant derivative financial instruments that are not traded on regulated markets ("Shariah-compliant OTC derivatives"), if the underlying securities are instruments as defined under this no. 1 or under the first bullet point of no. 2 in which a subfund may invest in accordance with its investment objectives.

In addition, the following conditions must be fulfilled for Shariah-compliant OTC derivatives:

- The counterparties in transactions must be top-rated financial institutions and specialised in such transactions and be institutions subject to a form of supervision of the categories admitted by the CSSF.

- The OTC derivatives must be subject to a reliable and verifiable evaluation on a daily basis and may be sold, liquidated or closed out by an offsetting transaction at any time at a reasonable price.

- The transactions must be effected on the basis of Sharia-compliant standardised agreements.

- The Company must deem the purchase or sale of such instruments, instead of instruments traded on a stock exchange or in a regulated market, to be advantageous to shareholders. The use of OTC transactions is particularly advantageous if it facilitates a hedging of assets at matching maturities, thus being less expensive.

e) Shariah-compliant Money-market instruments that are not traded on a regulated market and do not fall under the definition under no. 1. a), provided that the issue or issuer of these instruments is itself subject to regulations concerning deposit and investor protection. The requirements for deposit and investor protection are fulfilled for money-market instruments if these instruments are rated investment grade by at least one recognised rating agency or the Company considers that the credit rating of the issuer corresponds to a rating of investment grade. These Shariah-compliant money-market instruments must also be

- issued or guaranteed by a central governmental, regional or local body or the central bank of a member state of the EU, the European Central Bank, the European Union or the European Investment Bank, a third country, or if a federal state, a state of this federal state, or by an international organization under public law, to which at least one member state belongs; or

- issued by a company whose securities are traded on the regulated markets described under no. 1. a); or

- issued or guaranteed by an institution that is subject to official supervision in accordance with criteria set down in European Community law, or an institution that is subject to regulatory provisions, which in the opinion of the CSSF, are equivalent to European Community law; or

- issued by other issuers who belong to a category that was admitted by the CSSF, provided that regulations for investor protection apply to investors in these instruments, which are equivalent to those of the first, second or third bullet points and provided the issuer is either a company having a share capital of at least EUR 10 million, which prepares and publishes its annual financial statements according to the requirements of the Fourth Directive 78/660/EEC, or is a legal entity, which within a group of one or several listed companies, is responsible for the financing of this group, or is a legal entity, which is intended to finance the securitisation of debt by utilising a credit line granted by a financial institution.

2. The Board of Directors may also authorise the following transactions for a subfund:

- the investment of up to 10% of the assets of a subfund in Shariah-compliant securities and Shariah-compliant money-market instruments other than those listed under no. 1;

- for the joint account of the shareholders of a subfund, raise short-term Shariah-compliant financing of up to 10% of the subfund's net assets, provided that the Custodian agrees to the financing and the terms of the respective financing arrangement;

- non-interest-bearing foreign currency loans in the form of back-to-back loans will be permissible up to 10% of the Fund's net asset value but interest-bearing securities repurchase agreements and non-Shariah-compliant securities lending shall not be permissible.

3. In investing the assets of the Company, the following restrictions must be observed; the Board of Directors may also decide to impose additional restrictions:

a) On behalf of a subfund, the Company may purchase Shariah-compliant securities or Shariah-compliant money-market instruments of an issuer, provided that the aggregate value of such securities and the value of securities issued by the same issuer which are already contained in the subfund does not exceed 10% of the subfund's net assets at the time of purchase. A subfund may invest a maximum of 20% of its net assets in non-interest bearing deposits at one institution. The default risk of the counterparties in OTC derivative transactions may not exceed 10% of a subfund's net assets if the counterparty is a financial institution within the meaning of no. 1 c); for other cases, the maximum limit is 5% of the subfund's net assets. The aggregate value in the subfund's net assets of securities and money-market instruments of issuers where the subfund has invested more than 5% of its net assets in securities and money-market instruments of the same issuer may not exceed 40% of the subfund's net assets. This restriction does not apply to deposits and to transactions with OTC derivatives that are effected with financial institutions that are subject to official supervision.

Irrespective of the individual investment limits cited above, a subfund may invest a maximum of 20% of its net assets with one and the same institution in a combination consisting of:

- Shariah-compliant securities or Shariah-compliant money-market instruments issued by that institution,
- non-interest bearing deposits with that institution and/or
- enter into risks in Shariah-compliant OTC derivatives that exist with reference to the institution.

b) If the purchased Shariah-compliant securities or Shariah-compliant money-market instruments are issued or guaranteed by a member state of the EU or its central, regional or local authorities, a third country, or by international organisations under public law to which one or more member states of the EU belong, the restriction under no. 3. a) sentence 1 is increased from 10% to 35% of the subfund's net assets.

c) In the case of Shariah-compliant bonds (Sukuk) issued by financial institutions domiciled in an EU Member State, where the respective issuers are subject to a special official supervision due to statutory provisions protecting bondholders, the restrictions under no. 3. a) sentence 1 and 4 are increased from 10% to 25% and 40% to 80%, respectively, provided that these financial institutions invest the issuing proceeds, pursuant to the respective statutory provisions, in assets which sufficiently cover the liabilities from Sukuk for their whole term to maturity, and which, as a matter of priority, are intended for capital and profit payments becoming due on the issuer's default.

d) The Shariah-compliant securities and Shariah-compliant money-market instruments cited under no. 3. b) and c) will not be considered when applying the 40% investment limit provided under no. 3. a) sentence 4. The restrictions under no. 3 a) to c) do not apply on a cumulative basis. Therefore, investments in securities or money-market instruments of the same issuer or in deposits with this issuer or in derivatives of the same may not exceed 35% of the subfund's net assets. Companies that, with respect to the preparation of their consolidated financial statements in accordance with Directive 83/349/EEC or according to accepted international accounting standards, belong to the same group of companies, are regarded as one issuer when calculating the investment limits listed under no. 3. a) to d). A subfund may invest up to 20% of its net assets in Shariah-compliant securities and Shariah-compliant money-market instruments of one group of companies.

e) Investments in Shariah-compliant derivatives are included in the limits of the numbers listed above.

f) In derogation of the limits listed under no. 3 a) to d), the Board of Directors may decide that in accordance with the principle of risk diversification, up to 100% of a subfund's assets may be invested in Shariah-compliant securities and Shariah-compliant money-market instruments of different issues being offered or guaranteed by the European Union, the European Central Bank, a member state of the EU or its central, regional or local authorities, by a member state of the OECD, or by international organisations under public law to which one or more member states of the EU belong, provided that such Shariah-compliant securities and Shariah-compliant money-market instruments have been offered within the framework of at least six different issues, with the Shariah-compliant securities and Shariah-compliant money-market instruments of one and the same issue not to exceed 30% of the subfund's net assets.

g) A subfund may purchase units of other Shariah-compliant UCITS or Shariah-compliant UCI as defined under no. 1. b) up to a total of 10% of its net subfund assets. In derogation of this, the Board of Directors may decide that a higher percentage or all of a subfund's net assets may be invested in units of other Shariah-compliant UCITS or Shariah-compliant UCI as defined under no. 1 b), which will be explicitly mentioned in the full sales prospectus for the subfund in question. In this case a subfund may not invest more than 20% of its net subfund assets in a single Shariah-compliant UCITS or Shariah-compliant UCI. When this investment limit is applied, each subfund of an umbrella fund as defined under Article

133 of the Law must be considered to be an independent investment fund if the principle of separate liability with regards to third parties is applied to each subfund.

Similarly, in this case investments in units of other Shariah-compliant UCI than UCITS may not exceed a total of 30% of a subfund's net assets.

If a subfund has acquired units of a Shariah-compliant UCITS or a Shariah-compliant UCI, the investment values of the relevant UCITS or UCI are not considered with regard to the investment limits stated under no. 3. a) to d).

If a subfund acquires units of a Shariah-compliant UCITS or a Shariah-compliant UCI which is managed directly or indirectly by the same Company or a different company associated with the Company by common management, by control or by a substantial direct or indirect investment, neither the Company nor the associated company may charge fees for the subscription or redemption of units.

The weighted average management fee of the target fund units as defined above to be acquired may not exceed 2.5% p.a.

h) Irrespective of the investment limits set down in letter i) below, the Board of Directors may determine that the upper limits stated in letters a) to d) for investments in Shariah-compliant equities and/or debt instruments of a single issuer amount to 20% if the objective of the subfund's investment strategy is to replicate a specific equity or bond index recognised by the CSSF, provided that

- the composition of the index is adequately diversified;
- the index represents an adequate benchmark for the market to which it refers;
- the index is published in an appropriate manner.

The limit set down in sentence 1 is 35% provided this is justified based on exceptional market conditions, and in particular on regulated markets on which certain Shariah-compliant securities or Shariah-compliant money-market instruments are in a strongly dominant position. An investment up to this limit is only possible with a single issuer. The limit in accordance with a) sentence 4 does not apply.

i) The Company may not acquire voting shares carrying a voting right through which it would be permitted to exert a significant influence on the issuer's business policy for any of its investment funds under management. On behalf of a subfund, it may acquire a maximum of 10% of the Shariah-compliant nonvoting shares, Sukuk and Shariah-compliant money-market instruments issued by the issuer and a maximum of 25% of the shares in a Shariah-compliant UCITS or a Shariah-compliant UCI. This limit does not apply to the acquisition of Sukuk, Shariah-compliant money-market instruments and target fund units if the total amount issued or the net amount of the shares issued cannot be calculated. It also does not apply inasmuch as these Shariah-compliant securities and Shariah-compliant money-market instruments are issued or guaranteed by a member state of the EU or its central, regional or local authorities as well as by a third country, or are issued by international organisations under public law to which one or more member states of the EU belong.

The restrictions stated under the first bullet point of no. 2 and no. 3 refer to the time the assets are acquired. If the percentages are subsequently exceeded as a result of price developments or due to reasons other than additional purchases, the Company will immediately strive to normalise this situation as a priority objective, taking into account the interests of the shareholders.

4. On behalf of a subfund, the Company may also enter into transactions and invest in currencies (on spot sale) and other Shariah-compliant instruments for which affiliated companies act as broker or on their own account or for the account of their clients. This also applies for cases in which affiliated companies or their clients execute transactions in line with those of the Company. On behalf of a subfund, the Company may also enter into mutual transactions in which affiliated companies act both in the name of the Company and, simultaneously, in the name of the participating counterparty. In such cases, the affiliated companies have a special responsibility towards both parties. The affiliated companies may also develop or issue Shariah-compliant derivative instruments for which the underlying securities, currencies or instruments can be the investments in which the Company invests or that are based on the performance of a subfund. The Company may acquire Shariah-compliant investments that were either issued by affiliated companies or that are the object of an offer for subscription or other form of distribution of these entities. The commissions and premiums/ discounts charged by the affiliated companies should be appropriate.

The Board of Directors is authorised to issue additional investment restrictions if these are necessary to comply with the legal and administrative provisions in countries in which the shares in the Company are offered for sale or sold.

5. Securities Pursuant to Rule 144A United States Securities Act

To the extent permitted according to the laws and regulations of Luxembourg - subject to being otherwise compatible with the investment objectives and investment policy of a subfund - a subfund may invest in Shariah-compliant securities which are not registered pursuant to the United States Securities Act of 1933 and amendments thereto (hereinafter called "the 1933 Act"), but which may be sold according to Rule 144A of the 1933 Act to qualified institutional buyers ("securities pursuant to Rule 144A"). A subfund may invest up to 10% of its net assets in Shariah-compliant securities pursuant to Rule 144A that do not qualify as securities as defined under no. 1, provided that the total value of such assets together with other such securities and money-market instruments as defined under no. 2 first bullet point does not exceed 10%.

6. The terms "Shariah-compliant securities" and "Shariah-compliant money-market instruments" also include Shariah-compliant securities and Shariah-compliant money-market instruments in which one or more derivatives are embedded ("structured products").

The Board of Directors may also determine that assets other than those mentioned above may be acquired if this is permissible, taking into account Islamic Investment Guidelines, applicable laws and regulations.

7. The Board of Directors may, in the best interest of the Company and as described in more detail in the sales documents of the shares in the Company, decide that all or part of the assets of the Company or of a subfund will be jointly managed on a separate basis with other assets of other shareholders, including other undertakings for collective investment and/or their subfunds or that all or part of the assets of two or more subfunds will be managed jointly on a separate basis or in a pool.

8. Investments of any subfund of the Company may be directly or indirectly made through wholly-owned subsidiaries of the Company, in accordance with the respective decision made by the Board of Directors and as described in detail in the sales documents of the shares in the Company. References to assets and investments in these Articles of Incorporation correspond either to investments made directly or to assets held directly for the Company or to such investments or assets that are made or held indirectly for the Company by the above-mentioned subsidiary.

9. The Company is authorised, as determined by the Board of Directors of the Company in accordance with applicable laws and provisions, to use Shariah-compliant techniques and instruments that deal with securities and money-market instruments and other Shariah-compliant assets permitted by law, provided that the employment of such techniques and instruments is effected with a view to the efficient management of the assets.

Art. 19. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or enterprise will be affected or invalidated because any one or more of the directors or officers of the Company have a personal interest in, or are a director, associate, officer or employee of, such other company or enterprise. Each member of the Board of Directors and each officer of the Company who serves as director, officer or employee of a company or enterprise with which the Company contracts or otherwise engages in business will not, by reason of such connection with the other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

If a member of the Board of Directors or officer of the Company has in any transaction of the Company an interest contrary to the interests of the Company, that director or officer will make known to the Board of Directors the contrary personal interest and will not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein will be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The Board of Directors may, at its own discretion, decide that in certain cases a contrary interest cannot be assumed, whether or not there is actually a relationship with connections, the professional position or with transactions in which a person, company or enterprise is involved.

Art. 20. Indemnification of the Board of Directors. The Company may reimburse any member of the Board of Directors or officer and his heirs, executors and administrators, for expenses reasonably incurred by him in connection with any legal action, suit or proceeding to which this person may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at his request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to reimbursement of costs, except in relation to actions, suits or proceedings in which the person is found legally liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification will be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified was not in breach of duty. The foregoing right to reimbursement of costs does not exclude other rights to which the person may be entitled.

Art. 21. Auditor. The accounting data reported in the annual report of the Company will be examined by an Auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

The Auditor fulfils all duties prescribed by the Law of 20 December 2002 on Undertakings for Collective Investment as well as amendments and laws subsequent thereto.

Title IV General meeting of shareholders - financial year - distributions

Art. 22. General Meeting of Shareholders of the Company. The general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions are binding upon all the shareholders, regardless of the class of shares held by them. It has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The general meeting of shareholders meets when called by the Board of Directors. It may also be called upon the request of shareholders representing at least one fifth of the share capital.

The annual general meeting will be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company in Luxembourg, on the third Friday in the month of October at 11.15 a.m. (CEST). If this day is a legal or banking holiday in Luxembourg, the annual general meeting will be held on the next business day.

Other general meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders meet when called by the Board of Directors pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders. It is not necessary to provide proof at the meeting that such notices were actually delivered to registered shareholders. The agenda is prepared by the Board of Directors, except when the meeting is called on the written request of the shareholders, in which case the Board of Directors may prepare a supplementary agenda.

If bearer shares were issued, the notice of meeting will also be published as provided for by law in the *Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations*, in one or more Luxembourg newspapers, and in such other newspapers as the Board of Directors may decide.

If all shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders may be sent by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders will be limited to the matters on the agenda (which will include all matters required by law) and transactions related to these matters.

Each share of any class is entitled to one vote, in accordance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. A shareholder may act at any meeting of shareholders through a written proxy to another person, who need not be a shareholder and who may be a member of the Board of Directors of the Company.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 23. General Meetings of Shareholders in a Subfund or in a Class of Shares. The shareholders of the classes issued in a subfund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to that subfund.

In addition, the shareholders of any class of shares may hold, at any time, general meetings for any matters which are specific to that share class.

The provisions of Article 22 of these Articles of Incorporation apply to such general meetings.

Each share is entitled to one vote in accordance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. Shareholders may act either in person or through a written proxy to another person who need not be a shareholder and may be a director.

Unless otherwise provided for by law or in these Articles of Incorporation, the resolutions of the general meeting of shareholders of a subfund or of a class of shares are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 24. Liquidation or Merger of Subfunds or Share Classes. If the assets of a subfund fall below an amount that the Board of Directors has set to be a minimum amount for the economically efficient management of the subfund, or if the subfund does not reach this minimum amount or if a substantial change in the political, economic or monetary situation arises, the Board of Directors may force redemption of all shares in the subfund affected at the net asset value per share on the valuation day on which this decision by the Board of Directors enters into force (while taking into account the actual prices achieved and the necessary costs of disposal of the assets). The Company must inform the investors in writing of the reasons and the redemption procedure before the mandatory redemption enters into force: Registered shareholders will be notified in writing; holders of bearer shares will be informed through publication of a notice in newspapers to be determined by the Board of Directors if the Company does not know the names and addresses of the investors. If no other decision is made in the interest of or for purposes of equal treatment of the investors, the investors in the subfund affected may request the redemption or conversion of their shares at no charge before the date of the mandatory redemption (while taking into account the actual prices achieved and the necessary costs of disposal of the assets).

Notwithstanding the powers conferred upon the Board of Directors in the above paragraph, the general meeting of shareholders of one or all share classes issued in a subfund may decide, acting on a proposal of the Board of Directors, to redeem all shares of the corresponding share class and pay out to the investors the net asset value of the shares on the valuation day on which such decision enters into force (while taking into account the actual prices achieved and the necessary costs of disposal of the assets). At this general meeting, there is no minimum number of shareholders necessary to form a quorum. The decision is reached with a simple majority of the shares present or represented at this meeting.

Assets that cannot be paid out to the corresponding authorised persons after the redemption is carried out are deposited with the Custodian for the duration of the liquidation period. After this time, the assets are transferred to the Caisse de Consignation on behalf of the authorised persons.

All redeemed shares will be cancelled.

Under the circumstances specified in paragraph 1 of this Article, the Board of Directors may also decide to merge the assets of a subfund into another subfund of the Company, into another Shariah-compliant undertaking for collective investment under Luxembourg law that is subject to the provision of Part I of the Law of 20 December 2002, or into

another Shariah-compliant subfund of such an undertaking for collective investment (hereinafter referred to as "new subfund") and to rename the shares in the affected subfund as shares in the other subfund (if required after a split or a merger and payment to investors for any differences for fractional shares). This decision will be published as explained in the first paragraph of this Article one month before it enters into force (this publication includes additional information on the new subfund) to allow investors to redeem or convert their shares without charge during this period.

Notwithstanding the powers of the Board of Directors described above, the general meeting of shareholders of the share class(es) issued in a subfund may decide to merge the assets and liabilities of the share class into another subfund of the Company or in another share class of the same subfund. There are no quorum requirements for this action, and the merger may be decided upon by a simple majority of the shares present or represented at the meeting.

The merger of the assets and liabilities of a subfund or of share classes of a subfund into another undertaking for collective investment in accordance with paragraph 5 of this Article or into another subfund of such an undertaking for collective investment requires the decision of the holders of the shares in the subfund or the affected share class(es) of the respective subfund, with a quorum of at least 50% of the shares issued within the subfund or the affected share class(es) of the subfund and at least a two-thirds majority of the shares present or represented at the meeting. If such a merger takes place with an undertaking for collective investment under Luxembourg law which is characterised as an investment fund ("fonds commun de placement") or with an undertaking for collective investment under foreign law, the decisions of the general meeting of shareholders is only binding on the investors who voted in favour of the merger.

Art. 25. Financial Year. The financial year of the Company commences on 1 July each year and terminates on 30 June of the following year.

Art. 26. Application of Income. The general meeting of the Company (Article 22) determines, upon proposal from the Board of Directors and within the limits provided by law, how the income from the subfund will be applied with regard to each existing share class, and may declare, or authorise the Board of Directors to declare, distributions.

For any class of shares entitled to distributions, the Board of Directors may decide to pay interim dividends in accordance with legal provisions.

Payments of distributions to owners of registered shares will be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders. Payments of distributions to holders of bearer shares will be made upon presentation of the dividend coupon to the agent or agents more specifically designated by the Company.

Distributions may be paid in such a currency and at such a time and place as the Board of Directors determines from time to time.

The Board of Directors may decide to distribute bonus stock in lieu of cash dividends under the terms and conditions set forth by the Board of Directors.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration will be forfeited and revert to the share class(es) issued in the respective subfund.

No interest will be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V Final provisions

Art. 27. Custodian. To the extent required by law, the Company will enter into a custodian agreement with a banking or savings institution as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector (the "Custodian").

The Custodian will fulfil its obligations in accordance with the Law of 20 December 2002 on Undertakings for Collective Investment as well as amendments and laws subsequent thereto.

If the Custodian indicates its intention to terminate the custodial relationship, the Board of Directors will make every effort to find a successor custodian within two months of the effective date of the notice of termination of the custodian agreement. The Board of Directors may terminate the agreement with the Custodian but may not relieve the Custodian of its duties until a successor custodian has been appointed.

Art. 28. Liquidation of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 30 of these Articles of Incorporation.

If the assets of the Company fall below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 of these Articles of Incorporation, the question of the dissolution of the Company will be referred to the general meeting by the Board of Directors. The general meeting, for which no quorum will be required, will decide by simple majority of the votes of the shares represented at the general meeting.

The question of the dissolution of the Company will further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-quarter of the minimum capital set by Article 5 of these Articles of Incorporation; in such event, the general meeting will be held without any voting quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-quarter of the votes of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from the ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-quarter of the legal minimum, as the case may be.

Art. 29. Liquidation. Liquidation will be carried out by one or more liquidators, who may be individuals or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders, which will also determine their powers and their compensation.

Art. 30. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended by a general meeting of shareholders subject to the objects of the Company remaining in line with Shariah and the quorum and majority requirements provided for by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 31. Definitions. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships, associations and any other organised group of persons, whether incorporated or not.

"Islamic Investment Guidelines" The investment guidelines set out in the Fatwa and those issued or advised on by the Shariah Consultant and approved by the Shariah Board and applicable to the Company as set out more particularly in this Prospectus.

"Prohibited Asset" Asset of the Company which is in breach of the Islamic Investment Guidelines and/or guidelines issued by the Shariah Board and/or the Shariah Consultant.

"Prohibited Income" Cash dividends (from a company's interest earnings and its income generated from prohibited or impermissible activities) and other prohibited income including interest income, as determined by the Shariah Board and/or Shariah Consultant.

"Shariah" The principles, precepts and tenets of Islamic law derived from the Qur'an and from the teachings and examples of the Holy Prophet Muhammad peace be upon him as interpreted by the Shariah Board and/or Shariah Consultant.

"Shariah Board" The Shariah board appointed from time to time by the Management Company to act as Shariah board for the Company.

"Shariah Consultant" BMB Islamic UK Limited acting in its capacity as Shariah consultant for the Company pursuant to the terms of the Shariah Consultancy Agreement.

"Sukuk" Certificates of equal value representing undivided shares in ownership of certain underlying assets.

Art. 32. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation will be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and the Law of 20 December 2002 on undertakings for collective investment, as amended.

Transitory Depositions

- 1) The first accounting year will begin on the date of the formation of the Company and will end on 30 June 2009.
- 2) The first annual general meeting will be held in two thousand nine.

Subscription and payment

The share capital of the Company is subscribed as follows:

Allianz Global Investors Luxembourg S.A., prequalified, subscribes for THIRTY-ONE (31) shares, resulting in a payment of THIRTY-ONE THOUSAND Euros (31,000 EUR).

Evidence of the above payment, totalling THIRTY-ONE THOUSAND Euros (31,000 EUR), was given to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law of August 10th, 1915, on commercial companies and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses which shall be borne pro rata by each Fund of the Company as a result of its creation are estimated at approximately seven thousand eight hundred euro (EUR 7,800.-).

General Meeting of shareholders

The above named person representing the entire subscribed capital and considering himself as validly convened, has immediately proceeded to hold a general meeting of shareholders which resolved as follows:

I. The following are elected as directors for a term to expire at the close of the annual general meeting of shareholders which shall deliberate on the annual accounts of the Company as at June 30, 2009:

Chairman of the Board:

Mr. Wilfried Siegmund, Managing Director and Chief Executive Officer Allianz Global Investors Luxembourg S.A., Senningerberg, Luxembourg, born in Wolfsburg (Germany) on 4 September 1958

Members of the Board:

Dr. Christian FINCKH, Chief Operating Officer Allianz Global Investors Europe GmbH, Munich, Managing Director Allianz Global Investors Europe Holding GmbH, Munich, Managing Director Allianz Global Investors Kapitalanlagegesell-

schaft mbH, Frankfurt/Main, Managing Director Allianz Global Investors Product Solutions GmbH, Munich, born in Simbach/Inn (Germany) on 30 April 1968;

Mr Michael PETERS, Managing Director Allianz Global Investors Kapitalanlagegesellschaft mbH, Frankfurt/Main, Managing Director Allianz Global Investors Product Solutions GmbH, Munich, Investment Director Allianz Global Investors Product Solutions GmbH, Munich, Managing Director Allianz Global Investors Deutschland GmbH, Frankfurt / Main, born in Koblenz (Germany) on 2 August 1968.

II. The following is elected as independent auditor for the same period of time as the members of the board:

KPMG Audit S.à r.l., 31, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, RCS B.103.590

III. The registered office of the Company is set at 6, route de Trèves L-2633 Senningerberg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a German version, on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Senningerberg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the mandatory of the appearing person, the said mandatory signed together with us, the notary, the present original deed.

Deutsche Übersetzung des vorhergehenden Textes:

Im Jahre zweitausendundacht, den sechsten Mai.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul BETTINGEN, mit dem Amtssitz in Niederanven.

Ist erschienen:

Allianz Global Investors Luxembourg S.A., eine Gesellschaft luxemburgischen Rechts, R.C.S. B Nummer 27.856, mit Sitz in 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg,

hier vertreten durch Herrn Oliver EIS, Bankangestellter, wohnhaft in Hupperath, Deutschland, auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht ausgestellt in Senningerberg, am 30. April 2008,

Die Vollmacht, welche durch den Bevollmächtigten und den unterzeichneten Notar ne varietur unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt bleiben, um mit ihr den Formalitäten der Registrierung unterworfen zu werden.

Die Erschienene, handelnd wie erwähnt, ersucht den unterzeichneten Notar, die Satzung einer durch sie zu gründenden Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable) wie folgt zu beurkunden.

Titel I Name - eingetragener Geschäftssitz - Dauer - Gesellschaftszweck

Art. 1. Name. Zwischen den Unterzeichnern und denjenigen, die Inhaber von nachfolgend ausgegebenen Anteilen werden, besteht eine Aktiengesellschaft ("société anonyme") in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital ("Société d'Investissement à Capital Variable") unter dem Namen "Allianz Global Investors Islamic Fund" (nachfolgend die "Gesellschaft").

Art. 2. Eingetragener Sitz. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Niederanven, Großherzogtum Luxemburg. Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder andere Büros können auf Beschluss des Verwaltungsrats innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg gegründet werden (keinesfalls aber in den Vereinigten Staaten von Amerika, ihren Territorien oder Besitztümern).

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische oder militärische Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die den gewöhnlichen Geschäftsablauf der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die Kommunikation mit den betreffenden Büros oder Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig und bis zur völligen Normalisierung der Lage ins Ausland verlagert werden; diese provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss haben, die, ungeachtet dieser zeitweiligen Verlagerung, eine Luxemburger Gesellschaft bleiben wird.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

Art. 4. Gesellschaftszweck. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens in Sharia-konformen übertragbaren Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Anlegern die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens - durch Ausschüttung oder Thesaurierung - zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft darf keine Ziele verfolgen, die laut Bekanntmachung des Sharia-Beraters rechtswidrig sind. Vorbehaltlich des Vorstehenden kann die Gesellschaft jegliche Maßnahmen ergreifen und Transaktionen durchführen, die sie für die Erfüllung und Umsetzung dieses Gesellschaftszwecks für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen sowie dessen Abänderungen und Nachfolgesetzen.

Titel II Gesellschaftskapital - Anteile -netto Inventarwert

Art. 5. Gesellschaftskapital, Anteilklassen. Das Kapital der Gesellschaft wird durch voll eingezahlte Anteile ohne Nennwert vertreten und wird jederzeit dem gesamten Nettovermögen der Gesellschaft gemäß Artikel 11 dieser Satzung

entsprechen. Das Mindestkapital wird sich auf das gesetzliche Mindestkapital von einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-) belaufen. Das Anfangskapital beträgt den US-Dollar-Gegenwert von einunddreißigtausend Euro (31.000,00 EUR), aufgeteilt in einunddreißig (31) Anteile ohne Nennwert. Die Anteile, die gemäß Artikel 7 dieser Satzung ausgegeben werden, können auf Beschluss des Verwaltungsrats in Form von mehreren Anteilklassen ausgegeben werden. Der Erlös aus der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse wird abzüglich einer anfallenden Verkaufsprovision (Ausgabeaufschlag) in jede Art von Sharia-konformen übertragbaren Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten angelegt, nach Maßgabe der Anlagepolitik, wie sie vom Verwaltungsrat für einen Teilfonds (gemäß nachstehender Definition) im Hinblick auf die jeweilige(n) Anteilklasse(n) festgelegt wird, unter Berücksichtigung der gesetzlichen oder vom Verwaltungsrat beschlossenen Anlagebeschränkungen.

Der Verwaltungsrat wird ein Portfolio aus Sharia-konformen Vermögenswerten einrichten, das einen Teilfonds (nachfolgend der "Teilfonds") im Sinne des Artikels 133 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 sowie dessen Abänderungen und Nachfolgesetzen darstellt und für eine oder mehrere Anteilklassen in der in Artikel 11 dieser Satzung beschriebenen Art gebildet wird. Im Verhältnis der Anleger untereinander wird jedes Portfolio ausschließlich zugunsten der jeweiligen Anteilklasse(n) angelegt werden.

Die Gesellschaft bildet eine einzige juristische Einheit. Gegenüber Dritten, insbesondere Gläubigern der Gesellschaft, und abweichend von Artikel 133 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 ist jeder Teilfonds nur für Verbindlichkeiten verantwortlich, die ihm zuzurechnen sind.

Der Verwaltungsrat kann jeden Teilfonds auf unbestimmte oder bestimmte Zeit errichten; im letzteren Fall kann der Verwaltungsrat die Laufzeit des entsprechenden Teilfonds nach Ablauf der ursprünglich vorgesehenen Laufzeit einmal oder mehrere Male verlängern. Nach Ablauf der Laufzeit eines Teilfonds nimmt die Gesellschaft alle Anteile der entsprechenden Anteilklasse(n) gemäß Artikel 8 dieser Satzung und ungeachtet der Bestimmungen gemäß Artikel 24 dieser Satzung zurück.

Bei jeder Verlängerung der Laufzeit eines Teilfonds werden die Inhaber von Namensanteilen durch eine Mitteilung an ihre im Anteilregister der Gesellschaft eingetragene Adresse ordnungsgemäß schriftlich benachrichtigt. Die Gesellschaft wird die Inhaber von Inhaberanteilen durch eine Mitteilung, die in vom Verwaltungsrat festzulegenden Tageszeitungen veröffentlicht wird, benachrichtigen, sofern diese Anleger und ihre Adressen der Gesellschaft unbekannt sind. Die Verkaufsunterlagen für Anteile der Gesellschaft geben die Laufzeit jedes Teilfonds bzw. gegebenenfalls dessen Verlängerung an.

Zur Bestimmung des Gesellschaftsgrundkapitals werden die jeder Anteilklasse zuzuordnenden Nettovermögen in US-Dollar umgerechnet, soweit sie nicht bereits auf US-Dollar lauten; das Gesellschaftsvermögen entspricht den Nettovermögen aller Anteilklassen.

Art. 6. Anteile.

1. Es können Einzel-, Sammel- sowie Globalurkunden ausgegeben werden; der Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke kann auch ausgeschlossen werden. Der Verwaltungsrat beschließt, ob die Gesellschaft Inhaber- und/oder Namensanteile ausgibt. Sofern Zertifikate über Inhaberanteile ausgegeben werden, werden sie in der Stückelung ausgegeben, wie dies der Verwaltungsrat bestimmt, und sie können auf dem Zertifikat den Vermerk tragen, dass sie nicht auf eine Nicht-erwerbsberechtigte Person (wie nachfolgend in Artikel 10 definiert) oder auf ein Unternehmen übertragen werden dürfen, das von einer Nicht-erwerbsberechtigten Person oder für sie gegründet wurde; für die Anwendbarkeit der Regeln des Artikel 10 kommt es aber nicht darauf an, dass Zertifikate einen solchen Vermerk tragen.

Alle ausgegebenen Namensanteile der Gesellschaft werden in das Anteilregister eingetragen, das bei der Gesellschaft oder bei einer oder mehreren hierfür von der Gesellschaft bezeichneten Personen geführt wird, und dieses Register enthält die Namen jedes Inhabers von Namensanteilen, seinen ständigen oder gewählten Wohnsitz entsprechend den Angaben gegenüber der Gesellschaft und die Zahl der von ihm gehaltenen Namensanteile.

Der Eintrag des Namens des Anlegers in das Anteilregister dient als Nachweis der Berechtigung des Anlegers an solchen Namensanteilen. Die Gesellschaft beschließt, ob ein Zertifikat über einen solchen Eintrag an den Anleger ausgestellt werden soll oder ob der Anleger eine schriftliche Bestätigung über sein Anteilbesitz erhält.

Sofern Inhaberanteile ausgegeben werden, können auf Antrag des Anlegers Namensanteile in Inhaberanteile und Inhaberanteile in Namensanteile umgetauscht werden. Ein Umtausch von Namensanteilen in Inhaberanteile erfolgt durch die Ungültigkeitserklärung der gegebenenfalls über die Namensanteile ausgestellten Zertifikate nach Bestätigung, dass der Umtausch nicht zugunsten einer Nicht-erwerbsberechtigten Person erfolgt, und durch Ausgabe eines oder mehrerer Inhaberanteilzertifikate, die die ungültig erklärten Namenszertifikate ersetzen; der Vorgang wird im Anteilregister zum Nachweis dieser Ungültigkeitserklärung eingetragen. Der Umtausch von Inhaberanteilen in Namensanteile erfolgt durch Ungültigkeitserklärung der Anteilzertifikate über die Inhaberanteile und gegebenenfalls durch Ausgabe von Anteilzertifikaten über Namensanteile an deren Stelle; zum Nachweis dieser Ausgabe erfolgt ein Eintrag im Anteilregister. Nach Ermessen des Verwaltungsrats können die Kosten eines solchen Umtauschs dem antragstellenden Anleger belastet werden.

Vor Ausgabe von Inhaberanteilen und vor Umwandlung von Namensanteilen in Inhaberanteile kann die Gesellschaft den Nachweis zur Zufriedenheit des Verwaltungsrats verlangen, dass die Ausgabe oder der Umtausch nicht zur Folge haben, dass derartige Anteile durch eine Nicht-erwerbsberechtigte Person gehalten werden.

Anteilzertifikate werden durch zwei Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet. Die Unterschriften können handschriftlich erfolgen, gedruckt werden oder in Form eines Faksimiles erstellt werden. Eine dieser Unterschriften kann durch eine hierzu ordnungsgemäß durch den Verwaltungsrat ermächtigte Person geleistet werden; in diesem Fall muss sie handschriftlich geleistet werden. Die Gesellschaft kann vorläufige Anteilzertifikate in einer vom Verwaltungsrat zu beschließenden Form ausgeben.

2. Sofern Inhaberanteile ausgegeben werden, erfolgt die Übertragung von Inhaberanteilen durch Übergabe entsprechender Anteilzertifikate. Die Übertragung von Namensanteilen erfolgt:

(i) sofern Anteilzertifikate ausgegeben wurden, durch Übergabe des Zertifikats oder der Zertifikate, die diese Anteile gegenüber der Gesellschaft vertreten zusammen mit anderen die Gesellschaft befriedigenden Übertragungsunterlagen und

(ii) sofern keine Anteilzertifikate ausgegeben wurden, durch eine schriftliche Erklärung der Übertragung, die in das Anteilregister einzutragen ist und von dem Übertragenden und dem Empfänger oder von entsprechend bevollmächtigten Personen datiert und unterzeichnet werden muss. Jede Übertragung von Namensanteilen wird in das Anteilregister eingetragen; diese Eintragung wird durch ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats oder durch eine oder mehrere sonstige ordnungsgemäß vom Verwaltungsrat hierzu ermächtigte Person(en) unterzeichnet.

3. Anleger, die berechtigt sind, Namensanteile zu erhalten, müssen der Gesellschaft eine Adresse mitteilen, an die sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen gerichtet werden können. Diese Adresse wird ebenfalls in das Anteilregister eingetragen.

Sofern ein Anleger keine Adresse angibt, kann die Gesellschaft zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Anteilregister eingetragen wird, und die Adresse des Anlegers wird in diesem Falle solange am Sitz der Gesellschaft oder unter einer anderen, von der Gesellschaft jeweils einzutragenden Adresse geführt, bis der Anleger der Gesellschaft eine andere Adresse mitteilt. Ein Anleger kann zu jeder Zeit die im Anteilregister eingetragene Adresse durch eine schriftliche Mitteilung an den Sitz der Gesellschaft oder an eine andere Adresse, die von der Gesellschaft jeweils festgelegt wird, ändern.

4. Sofern ein Anleger zur Zufriedenheit der Gesellschaft nachweisen kann, dass sein Anteilzertifikat abhanden gekommen ist, beschädigt oder zerstört wurde, kann auf Antrag des Anlegers ein Duplikat nach den Bedingungen und unter Stellung der Sicherheiten, wie dies von der Gesellschaft festgelegt wird, ausgegeben werden; die Sicherheiten können in einer von einer Versicherungsgesellschaft ausgegebenen Schuldverschreibung bestehen, sind aber auf diese Form der Sicherheit nicht beschränkt. Mit Ausgabe des neuen Anteilzertifikats, das als Duplikat gekennzeichnet wird, verliert das ursprüngliche Anteilzertifikat, das durch das neue ersetzt wird, seine Gültigkeit.

Beschädigte Anteilzertifikate können von der Gesellschaft für ungültig erklärt werden und durch neue Zertifikate ersetzt werden.

Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen dem Anleger die Kosten für die Erstellung eines Duplikats oder eines neuen Anteilzertifikats sowie sämtliche angemessenen Auslagen auferlegen, die von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe und der Eintragung dieses Zertifikats oder im Zusammenhang mit der Ungültigkeitserklärung des ursprünglichen Anteilzertifikats getragen wurden.

5. Die Gesellschaft erkennt gemeinsam Berechtigte eines oder mehrerer Anteile an.

Sofern jedoch ein oder mehrere Anteil(e) im gemeinsamen Eigentum mehrerer Personen steht/steht oder wenn das Eigentum an (einem) Anteil(en) strittig ist, ernennen alle Personen, die ein Anrecht auf die betreffenden Anteile stellen, einen Berechtigten, der die entsprechenden Anteile gegenüber der Gesellschaft vertritt. Erfolgt keine Ernennung eines solchen Berechtigten, hat dies zur Folge, dass die Ausübung der mit den Anteilen verbundenen Rechte ausgesetzt wird.

6. Die Gesellschaft kann beschließen, Anteilbruchteile auszugeben.

Solche Anteilbruchteile beinhalten keine Stimmrechte, berechtigen jedoch anteilig an dem der entsprechenden Anteilklasse zuzuordnenden Nettovermögen. Im Falle von Inhaberanteilen werden nur Zertifikate über ganze Anteile ausgegeben.

Art. 7. Ausgabe von Anteilen. Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt berechtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Anteile jederzeit auszugeben, ohne den bestehenden Anlegern ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Anteile einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse einschränken; insbesondere kann der Verwaltungsrat entscheiden, dass Anteile einer Anteilklasse ausschließlich während einer oder mehrerer Zeichnungsfristen oder sonstiger Fristen gemäß den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft ausgegeben werden.

Anteile von Teilfonds werden zum Ausgabepreis ausgegeben. Der Ausgabepreis pro Anteil für Anteile einer Anteilklasse eines Teilfonds setzt sich aus dem jeweiligen Nettoinventarwert pro Anteil der jeweiligen Anteilklasse (siehe insoweit Artikel 11 und 12) zuzüglich eines ggf. anfallenden Ausgabeaufschlags zusammen. Bei der Einschaltung von Vertriebsgesellschaften und Zahlstellen in eine Transaktion können weitere Gebühren anfallen. Der Ausgabepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, je nach Vorgabe des Verwaltungsrats.

In zeitlicher Hinsicht erfolgt die Ausgabe von Anteilen eines Teilfonds nach einem Verfahren, das vom Verwaltungsrat festgelegt und in den Verkaufsunterlagen beschrieben wird.

Der Ausgabepreis ist innerhalb einer Frist, die vom Verwaltungsrat bestimmt wird, zu entrichten; diese Frist wird nicht mehr als fünf (5) Werktage ab dem entsprechenden Bewertungstag betragen.

Der Verwaltungsrat kann an jedes seiner Mitglieder, jeden Geschäftsführer, leitenden Angestellten oder sonstigen ordnungsgemäß ermächtigten Vertreter die Befugnis erteilen, Zeichnungsanträge anzunehmen, Zahlungen für neu auszugebende Anteile entgegen zu nehmen und diese Anteile auszuliefern.

Die Gesellschaft kann gemäß den gesetzlichen Bestimmungen des Luxemburger Rechts, die insbesondere ein Bewertungsgutachten durch einen Wirtschaftsprüfer ("réviseur d'entreprises agréé") zwingend vorsehen, Anteile gegen Lieferung von Vermögenswerten unter der Bedingung ausgeben, dass diese Vermögenswerte dem Anlageziel und der Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds entsprechen. Jegliche Kosten im Zusammenhang mit der Sacheinbringung von Vermögenswerten trägt der entsprechende Anleger.

Jeder Antrag auf Zeichnung ist unwiderruflich, außer in den Fällen einer Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts nach Artikel 12 dieser Satzung während dieser Aussetzung.

Art. 8. Rücknahme von Anteilen. Jeder Anleger kann die Rücknahme aller oder eines Teils seiner Anteile durch die Gesellschaft gemäß den Bestimmungen und dem Verfahren, welche vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen für die Anteile festgelegt wurden, und innerhalb der vom Gesetz und dieser Satzung vorgesehenen Grenzen verlangen.

Vorbehaltlich der Bestimmungen gemäß Artikel 12 dieser Satzung wird der Rücknahmepreis pro Anteil innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist, die fünf (5) Werktage ab dem entsprechenden Bewertungstag nicht überschreiten wird, gemäß dem vom Verwaltungsrat jeweils festzulegenden Verfahren unter der Voraussetzung ausgezahlt, dass gegebenenfalls ausgegebene Anteilzertifikate und alle sonstigen zur Übertragung von Anteilen erforderlichen Unterlagen bei der Gesellschaft eingegangen sind.

Der Rücknahmepreis pro Anteil für Anteile einer Anteilklasse eines Teilfonds ergibt sich, indem von dem Nettoinventarwert pro Anteil der jeweiligen Anteilklasse ein ggf. anfallender Rücknahmeabschlag abgezogen wird. Bei der Einschaltung von Vertriebsgesellschaften und Zahlstellen in eine Transaktion können weitere Gebühren anfallen. Der entsprechende Rücknahmepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, je nach Vorgabe des Verwaltungsrats.

In zeitlicher Hinsicht erfolgt die Rücknahme von Anteilen eines Teilfonds nach einem Verfahren, das vom Verwaltungsrat festgelegt und in den Verkaufsunterlagen beschrieben wird.

Fällt aufgrund eines Rücknahmeantrags die Anzahl oder der Wert der Anteile, die von einem bestimmten Anleger in einer bestimmten Anteilklasse gehalten werden, unter eine bestimmte Anzahl oder einen bestimmten Wert, die bzw. der - falls von den Rechten nach diesem Satz Gebrauch gemacht werden können soll - dann vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen festgelegt wird, kann die Gesellschaft bestimmen, dass dieser Antrag als Antrag auf Rücknahme des gesamten Anteilbesitzes des Anlegers in dieser Anteilklasse behandelt wird.

Wenn des weiteren an einem Bewertungstag oder zu einem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstags die Rücknahmeanträge im Sinne dieses Artikels und die Umtauschanträge im Sinne von Artikel 9 dieser Satzung einen bestimmten Umfang, der vom Verwaltungsrat im Verhältnis zu den innerhalb einer bestimmten Anteilklasse ausgegebenen Anteilen festgelegt wurde, übersteigen, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass ein Teil oder die Gesamtheit der Rücknahme- und Umtauschanträge für einen Zeitraum und in einer Weise ausgesetzt wird, wie dies vom Verwaltungsrat im wohlverstandenen Interesse der Gesellschaft für erforderlich gehalten wird. Grundsätzlich sollte dieser Aufschub jedoch zwei Bewertungstage nicht überschreiten. Am nächstfolgenden Bewertungstag nach dieser Frist werden diese Rücknahme- und Umtauschanträge vorrangig gegenüber anderen Anträgen abgewickelt.

Durch Beschluss des Verwaltungsrats kann die Gesellschaft bevollmächtigt werden, den Rücknahmepreis an jeden Anleger, der dem zustimmt, in specie auszuzahlen, indem dem Anleger aus dem Portfolio, welches der/den entsprechenden Anteilklasse(n) zuzuordnen ist, Vermögenswerte zugeteilt werden, die dem Wert der zurückgenommenen Anteile am jeweiligen Bewertungstag oder Bewertungszeitpunkt entsprechen (berechnet gemäß der Bestimmungen gemäß Artikel 11). Art und Natur der zu übertragenden Vermögenswerte werden in einem solchen Fall auf einer angemessenen und sachlichen Grundlage und ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Anleger der entsprechenden Anteilklasse (n) gegebenenfalls bestimmt, und die angewandte Bewertung wird durch einen speziellen Bericht des Wirtschaftsprüfers bestätigt. Die Kosten einer solchen Übertragung trägt der Empfänger der Leistung.

Alle zurückgenommenen Anteile werden entwertet.

Jeder Antrag auf Rückgabe von Anteilen ist unwiderruflich, außer - jeweils während dieser Aussetzung - in den Fällen einer Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts nach Artikel 12 dieser Satzung und im Fall der Aussetzung der Rücknahme nach Maßgabe dieses Artikels.

Art. 9. Umtausch von Anteilen. Ein Anleger kann die von ihm gehaltenen Anteile einer Anteilklasse eines Teilfonds ganz oder teilweise in Anteile der entsprechenden Anteilklasse eines anderen Teilfonds umtauschen; ein Umtausch zwischen unterschiedlichen Anteilklassen des gleichen oder eines anderen Teilfonds ist nicht erlaubt. Abweichend hiervon kann der Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen bestimmen, dass ein Umtausch von Anteilen auch in einem weiteren Umfang als vorgehend zugelassen möglich ist.

Der Verwaltungsrat kann einen Umtausch von Anteilen von weiteren Bedingungen abhängig machen.

Ein Umtauschantrag wird als Antrag zur Rücknahme der vom Anleger gehaltenen Anteile und als Antrag zu gleichzeitigem Erwerb (Ausgabe) der zu erwerbenden Anteile behandelt. Dieser Umtausch wird auf Basis des Nettoinventarwerts pro Anteil der jeweiligen Anteilklasse abgerechnet, wobei eine Umtauschgebühr anfallen kann. Bei der Einschaltung von Vertriebsgesellschaften und Zahlstellen in eine Transaktion können weitere Gebühren anfallen. Die dem Umtausch zugrunde zu legenden Preise können auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, je nach Vorgabe des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat kann bestimmen, dass aus dem Umtausch resultierende Restbeträge, die unter einem vom Verwaltungsrat festzulegenden angemessenen Betrag liegen, den Anlegern nicht ausbezahlt werden.

Grundsätzlich sollen sowohl der Rücknahme- als auch der Erwerbsteil des Umtauschantrags auf Basis der Werte ein und desselben Bewertungstages abgerechnet werden. Bestehen hinsichtlich der betroffenen Teilfonds unterschiedliche Oderannahmeschlusszeiten, kann die Abrechnung - insbesondere in Abhängigkeit vom Vertriebsweg - hiervon abweichen. Insbesondere können entweder

- der Verkaufsteil bereits nach den allgemeinen Regeln der - eventuell im Verhältnis zu den allgemeinen Regeln der Anteilsausgabe früheren - Anteilsrücknahme, der Kaufteil jedoch erst zu den allgemeinen (späteren) Regeln einer Anteilsausgabe oder

- der Verkaufsteil erst zu einem gegenüber den allgemeinen Regeln der Anteilsrücknahme späteren Zeitpunkt zusammen mit dem Kaufteil nach den allgemeinen, im Verhältnis zum Verkaufsteil späteren Regeln der Anteilsausgabe abgerechnet werden.

Ein Umtausch ist nur möglich, wenn zu diesem Zeitpunkt gleichzeitig sowohl die Anteilsrückgabe der umzutauschenden und die Ausgabe der zu erwerbenden Anteile möglich ist; eine Teilausführung erfolgt nicht, es sei denn, erst nach Rückgabe der umzutauschenden Anteile entfällt die Möglichkeit zur Ausgabe der zu erwerbenden Anteile.

Jeder Antrag auf Umtausch von Anteilen ist unwiderruflich, außer - jeweils während dieser Aussetzung - in den Fällen einer Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts der zurückzugebenden Anteile nach Artikel 12 dieser Satzung und im Fall der Aussetzung der Rücknahme der zurückzugebenden Anteile nach Maßgabe des Artikels 8. Wird die Berechnung des Nettoinventarwertes der zu erwerbenden Anteile ausgesetzt, nachdem bereits die umzutauschenden Anteile zurückgegeben worden sind, kann nur noch der Erwerbsteil des Umtauschauftrags während dieser Aussetzung widerrufen werden.

Wenn des weiteren an einem Bewertungstag oder zu einem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstags die Rücknahmeanträge im Sinne des Artikels 8 dieser Satzung und die Umtauschanträge im Sinne dieses Artikels einen bestimmten Umfang, der vom Verwaltungsrat im Verhältnis zu den innerhalb einer bestimmten Anteilklasse ausgegebenen Anteilen festgelegt wurde, übersteigen, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass ein Teil oder die Gesamtheit der Rücknahme- und Umtauschanträge für einen Zeitraum und in einer Weise ausgesetzt wird, wie dies vom Verwaltungsrat im wohlverstandenen Interesse der Gesellschaft für erforderlich gehalten wird. Grundsätzlich sollte dieser Aufschub jedoch zwei Bewertungstage nicht überschreiten. Am nächstfolgenden Bewertungstag nach dieser Frist werden diese Rücknahme- und Umtauschanträgen vorrangig gegenüber anderen Anträgen abgewickelt.

Fällt aufgrund eines Umtauschantrags die Anzahl oder der Wert der Anteile, die von einem bestimmten Anleger in einer bestimmten Klasse gehalten werden, unter eine bestimmte Anzahl oder einen bestimmten Wert, die bzw. der - falls von den Rechten nach diesem Satz Gebrauch gemacht werden können soll - dann vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen festgelegt werden, kann die Gesellschaft bestimmen, dass dieser Antrag hinsichtlich des Kaufteils des Umtauschantrags als Antrag auf Rücknahme des gesamten Anteilbesitzes des Anlegers in dieser Anteilklasse behandelt wird; der Erwerbsteil des Umtauschantrags bleibt von einer eventuell erweiterten Anteilsrückgabe unberührt.

Anteile, die in Anteile an einer anderen Anteilklasse umgetauscht wurden, werden entwertet.

Art. 10. Beschränkung des Eigentums an Anteilen. Die Gesellschaft kann den Erwerb des Eigentums an Anteilen der Gesellschaft seitens einer Einzel- oder juristischen Person beschränken oder verhindern, wenn dies nach Auffassung der Gesellschaft den Interessen der Gesellschaft entgegensteht, dieser Erwerb eine Verletzung Luxemburger Rechts oder eines anderen Rechts darstellt oder die Gesellschaft als Folge dieses Anteiligentums steuerliche oder sonstige finanzielle Nachteile in Kauf nehmen müsste, die sie ansonsten nicht erleiden würde (wobei die betreffenden Einzel- oder juristischen Personen vom Verwaltungsrat näher bestimmt und in dieser Satzung als "Nicht-erwerbsberechtigte Personen" definiert werden).

In diesem Sinne darf die Gesellschaft:

A. die Ausgabe von Anteilen und die Eintragung der Übertragung von Anteilen in das Anteilregister verweigern, sofern dies das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum einer Nicht-erwerbsberechtigten Person an diesen Anteilen zur Folge hätte; und

B. jederzeit verlangen, dass eine Person, deren Name im Anteilregister eingetragen ist oder die die Übertragung von Anteilen zur Eintragung im Anteilregister wünscht, der Gesellschaft jegliche Information, gegebenenfalls durch eidestattliche Versicherungen bekräftigt, zugänglich macht, die die Gesellschaft für notwendig erachtet, um bestimmen zu können, ob das wirtschaftliche Eigentum an den Anteilen bei einer Nicht-erwerbsberechtigten Person verbleibt oder ob ein solcher Eintrag das wirtschaftliche Eigentum einer Nicht-erwerbsberechtigten Person an solchen Anteilen zur Folge hätte; und

C. die Ausübung der Stimmberechtigung durch eine Nicht-erwerbsberechtigte Person auf der Hauptversammlung verweigern; und

D. einen Anleger anweisen, seine Anteile zu verkaufen und der Gesellschaft diesen Verkauf innerhalb von dreißig Tagen nach der Mitteilung nachzuweisen, sofern die Gesellschaft erfährt, dass eine Nicht-erwerbsberechtigte Person allein oder gemeinsam mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer dieser Anteile ist. Sofern der Anleger dieser Anweisung nicht nachkommt, kann die Gesellschaft von einem solchen Anleger alle von diesem Anleger gehaltenen Anteile nach dem nachfolgend beschriebenen Verfahren zwangsweise zurückkaufen oder diesen Rückkauf veranlassen:

1. Die Gesellschaft übermittelt eine zweite Mitteilung ("Kaufmitteilung") an den Anleger bzw. den Eigentümer der zurückzukaufenden Anteile, entsprechend der Eintragung im Anteilregister; diese Mitteilung bezeichnet die zurückzukaufenden Anteile, das Verfahren, nach dem der Rückkaufpreis berechnet wird und den Namen des Erwerbers.

Eine solche Mitteilung wird an den Anleger per Einschreiben an dessen letztbekannte oder in den Büchern der Gesellschaft vermerkte Adresse versandt. Der vorerwähnte Anleger ist hiermit verpflichtet, der Gesellschaft das Anteilzertifikat bzw. die Anteilzertifikate, die die Anteile entsprechend der Angabe in der Kaufmitteilung vertreten, zukommen zu lassen.

Unmittelbar nach Geschäftsschluss an dem in der Kaufmitteilung bezeichneten Datum endet das Eigentum des Anlegers an den in der Kaufmitteilung bezeichneten Anteilen; und im Falle von Namensanteilen wird der Name des Anlegers aus dem Anteilregister gestrichen; im Falle von Inhaberanteilen werden das Zertifikat bzw. die Zertifikate, die die Anteile vertreten, entwertet.

2. Der Preis, zu dem diese Anteile erworben werden ("Kaufpreis") entspricht einem Betrag, der auf der Grundlage des Anteilwerts der entsprechenden Anteilklasse an einem Bewertungstag, oder zu einem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstags, wie vom Verwaltungsrat festgelegt, unter Abzug ggf. anfallender Rücknahmeabschläge bestimmt wird. Kaufpreis ist - jeweils abzüglich ggf. anfallender Rücknahmeabschläge - entweder der vor dem Datum der Kaufmitteilung berechnete Anteilwert oder der am Tag nach der Einreichung der (des) Anteilzertifikate(s) nächstfolgende berechnete Anteilwert, je nachdem, welcher von beiden Werten der niedrigere ist.

3. Der Kaufpreis wird dem früheren Eigentümer dieser Anteile in der vom Verwaltungsrat für die Zahlung des Rücknahmepreises von Anteilen der entsprechenden Anteilklasse vorgesehenen Währung zur Verfügung gestellt und von der Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder anderswo (entsprechend den Angaben in der Kaufmitteilung) nach endgültiger Festlegung des Kaufpreises nach vorheriger Rückgabe des bzw. der Anteilzertifikate(s) entsprechend der Bezeichnung in der Kaufmitteilung und zugehöriger nicht fälliger Ertragsscheine hinterlegt. Nach Übermittlung der Kaufmitteilung und entsprechend dem vorerwähnten Verfahren steht dem früheren Eigentümer kein Anspruch mehr im Zusammenhang mit diesen Anteilen oder einem Teil derselben zu, und der frühere Eigentümer hat auch keinen Anspruch gegen die Gesellschaft oder das Gesellschaftsvermögen im Zusammenhang mit diesen Anteilen, mit Ausnahme des Rechts, den Kaufpreis zinslos nach tatsächlicher Übergabe des bzw. der Anteilzertifikate(s) wie vorerwähnt von der genannten Bank zu erhalten. Alle Erträge aus Rücknahmen, die einem Anleger nach den Bestimmungen dieses Absatzes zustehen, können nicht mehr eingefordert werden und verfallen zugunsten der jeweiligen Anteilklasse(n), sofern sie nicht innerhalb einer Frist von fünf Jahren nach dem in der Kaufmitteilung angegebenen Datum abgefordert wurden. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, sämtliche jeweils notwendigen Schritte zu unternehmen, um die Rückführung solcher Beträge umzusetzen und entsprechende Maßnahmen mit Wirkung für die Gesellschaft zu genehmigen.

4. Die Ausübung der Befugnisse nach Maßgabe dieses Artikels durch die Gesellschaft nach diesem Artikel kann in keiner Weise mit der Begründung in Frage gestellt oder für ungültig erklärt werden, dass das Eigentum an Anteilen unzureichend nachgewiesen worden sei oder das tatsächliche Eigentum an Anteilen nicht den Annahmen der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Kaufmitteilung entsprochen habe, vorausgesetzt, dass die vorbenannten Befugnisse durch die Gesellschaft nach Treu und Glauben ausgeübt wurden.

"Nicht-erwerbsberechtigte Personen" im Sinne dieser Satzung sind weder Personen, die im Zusammenhang mit der Errichtung der Gesellschaft Anteile für die Dauer ihres Anteilbesitzes zeichnen, noch Wertpapierhändler, die im Zusammenhang mit dem Vertrieb Anteile an der Gesellschaft zeichnen.

Art. 11. Berechnung des Nettoinventarwerts pro Anteil. Der Nettoinventarwert pro Anteil einer Anteilklasse wird in der Basiswährung des Teilfonds (entsprechend der Bestimmung in den Verkaufsunterlagen) berechnet und, sofern an einem Teilfonds Anteilklassen mit anderen Referenzwährungen ausgegeben wurden, in der Währung, auf die die jeweilige Anteilklasse lautet, ausgedrückt. Er wird an jedem Bewertungstag, beziehungsweise zu jedem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstags durch Division des auf die jeweilige Anteilklasse entfallenden Nettovermögens der Gesellschaft, das heißt der anteilig einer solchen Anteilklasse zuzuordnenden Vermögenswerte abzüglich aller bis zu diesem Zeitpunkt aufgelaufenen unerlaubten Erträge, abzüglich der anteilig dieser Anteilklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten an diesem Bewertungstag beziehungsweise zu diesem Bewertungszeitpunkt an dem Bewertungstag, durch die Zahl der im Umlauf befindlichen Anteile der entsprechenden Anteilklasse gemäß den nachfolgend beschriebenen Bewertungsregeln berechnet. Der Nettoinventarwert kann gemäß Entscheidung des Verwaltungsrats auf die nächste Einheit der jeweiligen Währung auf- oder abgerundet werden.

Bei Sharia-konformen Geldmarkt-Teilfonds kann der Nettoinventarwert pro Anteil einer Anteilklasse unter Hinzurechnung bzw. Abzug der Ertrags- und Aufwandsabgrenzungen ermittelt werden, die voraussichtlich pro Anteil bis einschließlich des Kalendertages vor dem Valutatag anfallen.

Sofern seit Bestimmung des Anteilwerts wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten, auf denen ein wesentlicher Anteil der, der jeweiligen Anteilklasse zuzuordnenden Vermögensanlagen gehandelt oder notiert sind, erfolgten, kann die Gesellschaft im Interesse der Anleger und der Gesellschaft die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen.

Die Bewertung des Anteilwerts der verschiedenen Anteilklassen wird wie folgt vorgenommen:

I. Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten:

1. Alle Kassenbestände, Termineinlagen und Bankguthaben einschließlich hierauf angefallener Zinsen (falls zutreffend);
2. alle fälligen zinslosen Wechselforderungen und verbrieften Forderungen sowie ausstehenden Beträge (einschließlich des Entgelts für verkaufte aber noch nicht gelieferte Wertpapiere);
3. alle zinslosen Wertpapiere, Einlagezertifikate, Aktien, Sukuk Zeichnungsrechte, wandelbare Sukuk und andere Wertpapiere, Finanzinstrumente und ähnliche Vermögenswerte, die im Eigentum der Gesellschaft stehen oder für sie gehandelt werden;
4. Bar- und sonstige Dividenden und Ausschüttungen, die von der Gesellschaft eingefordert werden können, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft hiervon in ausreichender Weise in Kenntnis gesetzt wurde;
5. nicht abgeschriebene Gründungskosten der Gesellschaft einschließlich der Kosten für die Ausgabe und Auslieferung von Anteilen der Gesellschaft;
6. die sonstigen Vermögenswerte jeder Art und Herkunft einschließlich vorausbezahlter Auslagen.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

- a) Flüssige Mittel, Sharia-konforme Termineinlagen und ähnliche Vermögenswerte werden zu ihrem Nennwert zuzüglich Zinsen (falls zutreffend) bewertet. Im Falle bedeutsamer Änderungen der Marktbedingungen kann die Bewertung zum Ertragspreis stattfinden, falls die Gesellschaft die Einlage, die Barmittel oder die ähnlichen Vermögenswerte jederzeit kündigen kann; Ertragspreis im vorgenannten Sinne ist in diesem Fall der Verkaufspreis bzw. der Wert, der aufgrund der Kündigung an die Gesellschaft zu zahlen ist.
- b) Anlagen, die an einer Börse notiert sind oder gehandelt werden, werden zum letzten verfügbaren Kurs der Börse bewertet, die normalerweise als der hauptsächliche Markt für diese Anlage gilt.
- c) Anlagen, die an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zum letzten verfügbaren Preis bewertet.
- d) Sharia-konforme Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, deren letzten verfügbaren Kurse/Preise keine angemessenen Marktpreise darstellen, sowie Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt notiert oder gehandelt werden, sowie alle anderen Vermögenswerte werden auf der Grundlage des vorhersehbaren Verkaufswerts nach einer vorsichtigen Einschätzung und nach Treu und Glauben bewertet.
- e) Erstattungsansprüche aus Sharia-konformen Wertpapierleihen werden zu dem jeweiligen Marktwert der verliehenen Wertpapiere und Geldmarktinstrumente bewertet.
- f) Der Liquidationswert von Sharia-konformen Futures, Termin- oder Optionskontrakten, die nicht an einer Börse oder anderen geregelten Märkten gehandelt werden, entspricht ihrem jeweils ermittelten Nettoliquidationswert, wie er gemäß den Richtlinien des Verwaltungsrats auf einer einheitlich für sämtliche Kontraktarten angewandten Berechnungsgrundlage festgestellt wird. Die Liquidationserlöse von Futures, Termin- oder Optionskontrakten, die an einer Börse oder an anderen geregelten Märkten gehandelt werden, werden auf Grundlage des letzten verfügbaren Handelspreises dieser Kontrakte an den Börsen und geregelten Märkten, an denen diese bestimmten Futures, Termin- oder Optionskontrakte durch die Gesellschaft gehandelt werden, ermittelt. Falls Futures, Termin- oder Optionskontrakte nicht an dem Tag glattgestellt werden können, auf den sich die Ermittlung des Nettovermögens bezieht, wird als Basis für die Ermittlung des Liquidationswerts ein Wert zugrunde gelegt, den der Verwaltungsrat für vernünftig und angemessen hält.
- g) An Sharia-konforme Finanzinstrumente gebundene Swaps werden zu ihrem Marktwert bewertet, der unter Bezugnahme auf den betreffenden Index oder das betreffende Finanzinstrument ermittelt wird. Die Bewertung des an ein Finanzinstrument gebundenen Swapvertrags basiert auf dem Marktwert dieses Swapgeschäfts, der nach den vom Verwaltungsrat festgelegten Maßgaben in gutem Glauben ermittelt wird.
- h) Zielfondsanteile an Sharia-konformen Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren ("OGAW") oder anderen Sharia-konformen Organismen für gemeinsame Anlagen ("OGA") werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet.

Der Wert aller Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, die nicht in der Währung des jeweiligen Teilfonds ausgedrückt ist, wird in diese Währung zu den zuletzt verfügbaren Devisenkursen umgerechnet. Wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem von der Gesellschaft festgelegten Verfahren bestimmt.

Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden zulassen, wenn sie dieses im Interesse einer angemesseneren Bewertung eines Vermögenswerts der Gesellschaft für angebracht hält.

II. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten:

1. Alle Kredite, Wechselverbindlichkeiten und fälligen Forderungen;
2. alle angefallenen oder zahlbaren Kosten (einschließlich, aber nicht ausschließlich Verwaltungskosten, Verwaltungsentgelt einschließlich Incentivegebühren (falls vorgesehen), Depotbankgebühren und Kosten für Vertreter der Gesellschaft);

3. alle bekannten, gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten einschließlich fälliger vertraglicher Verbindlichkeiten auf Geldzahlungen oder Eigentumsübertragungen, einschließlich der Summe nicht bezahlter, aber zugesagter Ausschüttungen der Gesellschaft;

4. angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen auf der Grundlage von Kapital und Einkünften am Bewertungstag oder zu einem Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag, je nach Entscheidung der Gesellschaft, sowie sonstige Rückstellungen (falls vorgesehen), die vom Verwaltungsrat genehmigt wurden, und sonstige Beträge (falls vorgesehen), die der Verwaltungsrat für angemessen im Zusammenhang mit drohenden Verbindlichkeiten der Gesellschaft hält;

5. sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft, gleich welcher Art und Herkunft, unter Berücksichtigung allgemein anerkannter Grundsätze der Buchführung. Bei der Bestimmung der Höhe dieser Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu zahlenden Kosten berücksichtigen, einschließlich Gründungskosten, an die Verwaltungsgesellschaft und den Zentralverwalter sowie vom Zentralverwalter mit der Wahrnehmung von Zentralverwaltungsaufgaben beauftragte Dritte abzuführende Vergütungen, soweit sie nicht dem Anleger im Rahmen einer besonderen Anteilklasse direkt in Rechnung gestellt werden, Vergütungen/Gebühren und Auslagen von Abschlussprüfern, der Depotbank und ihren Korrespondenzbanken, der Zahl- und Informationsstellen, Vertriebsgesellschaften und ständigen Repräsentanten an Orten, an denen die Gesellschaft registriert ist, sowie sonstigen von der Gesellschaft beauftragten Stellvertretern, einschließlich Vermittlern von Wertpapierleihen, Vergütungen und Aufwandsentschädigungen der Verwaltungsratsmitglieder, deren Versicherungen, angemessene Reisekosten und Barauslagen für Verwaltungsratssitzungen, Gebühren und Auslagen für Rechtsberatung und Prüfungen einschließlich der Bescheinigungskosten steuerlicher Daten für in- und ausländische Steuerzwecke, Kosten für die Geltendmachung und Durchsetzung berechtigt erscheinender, der Gesellschaft, einem Teilfonds bzw. einer Anteilklasse zuzuordnender Rechtsansprüche sowie für die Abwehr unberechtigt erscheinender, auf die Gesellschaft, einen Teilfonds bzw. eine Anteilklasse bezogener Forderungen, Gebühren und Kosten zur Registrierung und Aufrechterhaltung der Registrierung der Teilfonds bei Aufsichtsbehörden und Börsen im Großherzogtum Luxemburg und in anderen Ländern, ein angemessener Anteil an den Werbekosten und anderen Kosten, die in Zusammenhang mit dem Angebot und Vertrieb von Anteilen anfallen, Offenlegungs- und Veröffentlichungskosten, einschließlich Erstellungs-, Druck-, Werbe- und Versandkosten für vollständige und vereinfachte Verkaufsprospekte, erläuternde Mitteilungen, periodische Berichte und Registrierungsvermerke sowie die Kosten anderweitiger Berichte an Anleger, Kosten für das Rating der Teilfonds durch national und international anerkannte Rating-Agenturen, Kosten für die Ermittlung der Risiko- und Performancekennzahlen sowie der Berechnung einer erfolgsbezogenen Vergütung für die Verwaltungsgesellschaft durch beauftragte Dritte, Kosten im Zusammenhang mit dem Erlangen und Aufrechterhalten eines Status, der dazu berechtigt, in einem Land direkt in Vermögensgegenstände investieren oder an Märkten in einem Land direkt als Vertragspartner auftreten zu können, Kosten im Zusammenhang mit der Nutzung von Indexnamen, insbesondere Lizenzgebühren, Kosten und Auslagen der Gesellschaft sowie von ihr beauftragter Dritter im Zusammenhang mit dem Erwerb, Nutzen und der Aufrechterhaltung dem Fondsmanagement dienender eigener oder fremder EDV-Systeme, Kosten und Auslagen der Gesellschaft, der Depotbank sowie von diesen beauftragten Dritter im Zusammenhang mit der Überwachung von Anlagegrenzen und -restriktionen, Kosten im Zusammenhang mit der Informationsbeschaffung über Hauptversammlungen von Unternehmen oder über sonstige Versammlungen der Inhaber von Vermögensgegenständen sowie Kosten im Zusammenhang mit der eigenen Teilnahme oder der beauftragter Dritter an solchen Versammlungen, sämtliche Steuern, Gebühren, öffentliche und ähnliche Abgaben sowie sämtliche anderen Betriebsausgaben, einschließlich Kauf- und Verkaufskosten von Vermögenswerten (einschließlich der daran nach Marktusancen ggf. gekoppelten Zurverfügungstellung von Research- und Analyseleistungen, sowie Kosten der Inanspruchnahme von Wertpapierleihprogrammen, Bank- und Maklergebühren, Porti, Telefon-, Telefax- und Telexgebühren. Die Gesellschaft kann Verwaltungsaufwand und sonstigen regelmäßigen oder wiederkehrenden Aufwand abgrenzen und den so geschätzten Betrag auf ein Jahr oder über andere Zeiträume verteilen.

III. Die Vermögenswerte werden wie folgt zugeordnet:

Der Verwaltungsrat kann verschiedene Teilfonds auflegen, die wiederum eine oder mehrere Anteilklassen haben können:

a) Sofern mehrere Anteilklassen an einem Teilfonds ausgegeben sind, werden die diesen Anteilklassen zuzuordnenden Vermögenswerte gemeinsam entsprechend der spezifischen Anlagepolitik des betreffenden Teilfonds angelegt, wobei der Verwaltungsrat innerhalb eines Teilfonds Anteilklassen definieren kann, die sich in der Kostenbelastung, der Kostenerhebungsart, der Ertragsverwendung, dem erwerbsberechtigten Personenkreis, einem Mindestanlagebetrag, der Referenzwährung oder sonstigen Merkmalen unterscheiden können.

b) Die Erträge aus der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse werden abzüglich eines ggf. erhobenen Ausgabeaufschlags den Büchern der Gesellschaft der Anteilklasse beziehungsweise den Anteilklassen zugeordnet, die an dem jeweiligen Teilfonds ausgegeben sind, und der betreffende Betrag soll den Anteil der Netto-Vermögenswerte des betreffenden Teilfonds, die der auszugebenden Anteilklasse zuzuordnen sind, erhöhen;

c) Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Erträge und Aufwendungen, die einem Teilfonds zuzuordnen sind, werden der (den) an diesem Teilfonds ausgegebenen Anteilklasse(n), vorbehaltlich vorstehend Buchstabe (a) zugeordnet.

d) Sofern ein Vermögenswert von einem anderen Vermögenswert abgeleitet ist, wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Büchern der Gesellschaft derselben Anteilklasse beziehungsweise denselben Anteilklassen zugeordnet, wie

der Vermögenswert, von dem die Ableitung erfolgte, und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswerts wird der Wertzuwachs beziehungsweise die Wertverminderung der oder den entsprechenden Anteilklasse(n) in Anrechnung gebracht.

e) Sofern ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einer bestimmten Anteilklasse zugeordnet werden können, werden dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen Anteilklassen pro rata im Verhältnis zu ihrem jeweiligen Nettovermögen oder in einer anderen Art und Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeordnet, wobei

(i) dann, wenn Vermögenswerte für Rechnung mehrerer Teilfonds in einem Konto gehalten und/oder als separater Pool von Vermögenswerten durch einen hierzu beauftragten Vertreter des Verwaltungsrats gemeinschaftlich verwaltet werden, die entsprechende Berechtigung jeder Anteilklasse anteilig ihrer Einlage in dem betreffenden Konto oder Pool entsprechen wird; und

(ii) diese Berechtigung sich, wie im einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Anteilen an der Gesellschaft beschreiben, entsprechend den für Rechnung der Anteile erfolgenden Einlagen und Rücknahmen verändern wird; sowie schließlich

(iii) jeder Teilfonds gegenüber Dritten, insbesondere Gläubigern der Gesellschaft, und abweichend von Artikel 133 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002, nur für die Verbindlichkeiten verantwortlich ist, die diesem Teilfonds zuzurechnen sind.

f) Die für die Berechnung des Nettoinventarwerts zugeordneten Vermögenswerte umfassen keine unerlaubten Erträge (z.B. Zinsen).

g) Nach Zahlung von Ausschüttungen an die Anleger einer Anteilklasse wird das Nettovermögen dieser Anteilklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert.

Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit den allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu erstellen und danach auszulegen.

Vorbehaltlich Vorsatz, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigem Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Nettoinventarwerts, der vom Verwaltungsrat oder von einer Bank, Gesellschaft oder sonstigen Stelle, die der Verwaltungsrat mit der Berechnung des Nettoinventarwerts beauftragt hat, endgültig und für die Gesellschaft sowie gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Anleger bindend.

IV. Im Zusammenhang mit diesem Artikel gelten die folgenden Bestimmungen:

1. Zur Rücknahme ausstehende Anteile der Gesellschaft gemäß Artikel 8 dieser Satzung werden als bestehende Anteile behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, der vom Verwaltungsrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an dem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt, und von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Gesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Gesellschaft;

2. Auszugebende Anteile werden ab dem Zeitpunkt, der vom Verwaltungsrat für den jeweiligen Bewertungstag, an dem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Anteile behandelt, und von diesem Zeitpunkt an bis zum Eingang des Ausgabepreises bei der Gesellschaft besteht eine Forderung zugunsten der Gesellschaft.

3. Sofern an einem Bewertungstag oder zu einem Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag die Gesellschaft sich verpflichtet hat:

- einen Vermögenswert zu erwerben, so wird der zu bezahlende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen, und der zu erwerbende Vermögenswert wird in der Bilanz der Gesellschaft als Vermögenswert der Gesellschaft verzeichnet;

- einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der zu erhaltende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Forderung der Gesellschaft ausgewiesen, und der zu veräußernde Vermögenswert wird nicht in den Vermögenswerten der Gesellschaft aufgeführt, wobei dann, wenn der genaue Wert oder die Art des Gegenwerts oder Vermögenswerts an dem entsprechenden Bewertungstag beziehungsweise zu dem entsprechenden Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag nicht bekannt ist, dieser Wert von der Gesellschaft geschätzt wird.

Art. 12. Häufigkeit und zeitweilige Aussetzung der Anteilwertberechnung, der Ausgabe, der Rücknahme und des Umtauschs von Anteilen. Im Hinblick auf jede Anteilklasse werden der Nettoinventarwert sowie der Preis für die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch von Anteilen von der Gesellschaft oder einer hierzu von der Gesellschaft beauftragten Stelle regelmäßig, mindestens jedoch zweimal pro Monat und in einem vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Rhythmus berechnet, wobei der Tag, an dem diese Berechnung vorgenommen wird, als "Bewertungstag" bezeichnet wird; sofern der Anteilwert während ein- und desselben Bewertungstags mehrfach ermittelt wird, gilt jeder dieser Ermittlungszeitpunkte als "Bewertungszeitpunkt" an dem jeweiligen Bewertungstag.

Die Gesellschaft kann die Berechnung des Nettoinventarwerts pro Anteil eines jeden Teilfonds bzw. einer einzelnen Anteilklasse sowie die Ausgabe- und Rücknahme von Anteilen sowie den Umtausch von Anteilen jedes einzelnen Teilfonds bzw. einer Anteilklasse aussetzen:

a) Während eines Zeitraums (ausgenommen sind reguläre Feiertage), in dem eine der Hauptbörsen oder einer der sonstigen Märkte, an denen ein wesentlicher Teil von Vermögenswerten eines Teilfonds der Gesellschaft notiert ist oder gehandelt wird, geschlossen ist, oder während eines Zeitraums, in dem der Handel an einem solchen Markt oder an einer solchen Börse eingeschränkt oder ausgesetzt ist, vorausgesetzt, dass eine solche Schließung, Einschränkung oder Aus-

setzung Auswirkungen auf die Bewertung der dort notierten Vermögenswerte des betreffenden Teilfonds der Gesellschaft hat, oder

b) während eines Zeitraums, in dem nach Ansicht des Verwaltungsrats ein Notfall vorliegt, infolgedessen Veräußerungen oder Bewertungen von Vermögenswerten eines bestimmten Teilfonds oder bestimmter Anteilklassen der Gesellschaft praktisch nicht durchführbar sind, oder

c) bei Ausfällen der Kommunikations- oder Kalkulationsmittel, die gewöhnlich zur Ermittlung des Preises oder des Werts von Anlagen eines Teilfonds oder einer Anteilklasse bzw. zur Feststellung des aktuellen Preises oder Werts der Anlagen des jeweiligen Teilfonds oder der jeweiligen Anteilklasse an einer Börse oder anderen Märkten eingesetzt werden, oder

d) falls aus sonstigen Gründen die Preise für Vermögenswerte der Gesellschaft, die dem betreffenden Teilfonds oder einer bestimmten Anteilklasse zuzuordnen sind, nicht zeitnah oder präzise festgestellt werden können oder

e) während eines Zeitraums, in dem es der Gesellschaft nicht möglich ist, die notwendigen Mittel für die Rücknahme von Anteilen zu repatriieren, oder in dem die Übertragung von Geldern aus der Veräußerung oder für den Erwerb von Anlagen oder für Zahlungen infolge von Anteilsrücknahmen nach Ansicht des Verwaltungsrats nicht zu normalen Wechselkursen ausgeführt werden können, oder

f) ab dem Zeitpunkt der Bekanntmachung einer Einberufung einer außerordentlichen Hauptversammlung der Anleger zur Auflösung der Gesellschaft, eines Teilfonds oder einer Anteilklasse oder zur Durchführung einer Verschmelzung der Gesellschaft, eines Teilfonds oder einer Anteilklasse oder zur Unterrichtung der Anleger über die Entscheidung des Verwaltungsrats, Teilfonds oder Anteilklassen aufzulösen bzw. Teilfonds oder Anteilklassen zu verschmelzen.

Jede solche Aussetzung wird, sofern für notwendig erachtet, von der Gesellschaft entsprechend veröffentlicht. Sie kann Anlegern mitgeteilt werden, die einen Zeichnungs-, Umtausch- oder Rücknahmeantrag für Anteile gestellt haben, deren Berechnung der Nettoinventarwerte ausgesetzt wurde.

Eine solche Aussetzung bei einer Anteilklasse hat keine Auswirkung auf die Berechnung des Nettoinventarwerts pro Anteil, die Ausgabe, die Rücknahme oder den Umtausch von Anteilen einer anderen Anteilklasse.

Titel III Verwaltung und Aufsicht

Art. 13. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, die keine Anleger der Gesellschaft sein müssen. Sie werden für eine Frist von höchstens sechs Jahren gewählt. Der Verwaltungsrat wird von den Anlegern anlässlich der Hauptversammlung gewählt; die Hauptversammlung beschließt außerdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteile gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Hauptversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitglieds werden die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrats die vakante Stelle zeitweilig kommissarisch bekleiden; die Anleger werden bei der nächsten Hauptversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

Art. 14. Verwaltungsratssitzung. Der Verwaltungsrat wird aus dem Kreis seiner Mitglieder einen Vorsitzenden bestimmen. Er kann einen Schriftführer benennen, der kein Mitglied des Verwaltungsrats sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Hauptversammlungen anfertigt und verwahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Hauptversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Anleger oder die Mitglieder des Verwaltungsrats ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats oder, im Falle der Hauptversammlung, eine andere Person mit der Leitung beauftragen.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschließlich einen Geschäftsführer und beigeordneten Geschäftsführer sowie sonstige leitende Angestellte, die die Gesellschaft für erforderlich hält, für die Ausführung der Geschäftsführung und Leitung der Gesellschaft ernennen. Diese Ernennungen können jederzeit vom Verwaltungsrat rückgängig gemacht werden. Die leitenden Angestellten müssen keine Mitglieder des Verwaltungsrats oder Anleger der Gesellschaft sein. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen in der Satzung haben die leitenden Angestellten die Rechte und Pflichten, die ihnen vom Verwaltungsrat übertragen wurden.

Die Mitglieder des Verwaltungsrats werden zu jeder Verwaltungsratssitzung mindestens 24 Stunden vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen, außer in Notfällen, bei deren Vorliegen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann übereinstimmend schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder andere, ähnliche Kommunikationsmittel verzichtet werden. Für Sitzungen, die zu einem Zeitpunkt und an einem Ort abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss festgelegt worden sind, ist keine getrennte Einladung erforderlich.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, die es ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen, und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen rechtswirksam beschließen. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat kann nur dann rechtsgültige Beschlüsse fassen oder rechtswirksame Handlungen vornehmen, wenn mindestens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder ein anderes vom Verwaltungsrat festgelegtes Quorum anwesend oder vertreten sind.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert, und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung unterzeichnet. Auszüge aus diesen Protokollen, die zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Beschlüsse werden mit Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung das entscheidende Stimmrecht zu.

Schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren, die von allen Mitgliedern des Verwaltungsrats gebilligt und unterzeichnet wurden, stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich; jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann solche Beschlüsse schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Diese Billigung ist schriftlich zu bestätigen. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

Art. 15. Befugnisse des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat ist mit weitreichenden Befugnissen ausgestattet, um sämtliche Verfügungen und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszwecks und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 18 dieser Satzung vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich von Gesetzes wegen oder gemäß dieser Satzung der Hauptversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat ausgeübt werden.

Art. 16. Zeichnungsbefugnis. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift zweier Mitglieder des Verwaltungsrats oder durch die gemeinsame oder einzelne Unterschrift von Personen, die hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

Art. 17. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft (einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln) und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszwecks an eine oder mehrere Einzel- oder juristische Personen übertragen, wobei diese Personen keine Mitglieder der Verwaltungsrats sein müssen und sie Befugnisse innehaben, die vom Verwaltungsrat näher bestimmt werden und diese Personen vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrats das Recht haben, diese Befugnisse weiter zu delegieren.

Die Gesellschaft schließt, wie im einzelnen in den Verkaufsunterlagen näher beschrieben, eine Vereinbarung mit einer Verwaltungsgesellschaft (die "Verwaltungsgesellschaft") ab, die im Hinblick auf die Anlagepolitik der Gesellschaft gemäß Artikel 18 dieser Satzung Empfehlungen geben und diese beraten wird. Die Verwaltungsgesellschaft kann im Rahmen der täglichen Anlagepolitik und unter der Gesamtaufsicht des Verwaltungsrats, gemäß einer schriftlichen Vereinbarung, Entscheidungen zum Erwerb und zur Veräußerung von Wertpapieren und anderen Vermögenswerten der Gesellschaft treffen.

Sofern die vorerwähnte Vereinbarung auf irgendeine Weise beendet wird, wird die Gesellschaft ihren Namen in einer Weise ändern, dass der neue Name keine Ähnlichkeit mit dem in Artikel 1 dieser Satzung aufgeführten Namen aufweist.

Der Verwaltungsrat kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunde ausstellen.

Art. 18. Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen. Der Verwaltungsrat kann, unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung, die Anlagepolitik für jeden Teilfonds und die Grundsätze, die im Rahmen der Verwaltung und der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft Anwendung finden sollen, jeweils im Rahmen der vom Verwaltungsrat festgelegten Anlagebeschränkungen und im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen und aufsichtsrechtlichen Bestimmungen festlegen.

1. Im Rahmen dieser Anlagebeschränkungen kann der Verwaltungsrat die Anlage in folgenden Vermögenswerten beschließen; es steht hierbei dem Verwaltungsrat frei, die Anlage in bestimmten Vermögenswerten auszuschließen:

a) Sharia-konforme Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die

- an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt eines EU-Mitgliedstaats oder eines Drittstaats gehandelt werden, der anerkannt und für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, oder

- aus Neuemissionen stammen, deren Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt im Sinne des ersten Spiegelstrichs zu beantragen, und deren Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

Sharia-konforme Geldmarktinstrumente sind Sharia-konforme Anlagen, die üblicherweise auf dem OTC- oder Geldmarkt gehandelt werden, die liquide sind und deren Wert jederzeit genau bestimmt werden kann.

b) Sharia-konforme Anteile von nach der Richtlinie 85/611/EWG zugelassenen Organismen für gemeinschaftliche Anlagen in Wertpapieren ("OGAW") oder anderen Sharia-konformen Organismen für gemeinschaftliche Anlagen ("OGA") im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 erster und zweiter Spiegelstrich der Richtlinie 85/611/EWG mit Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder einem Drittstaat, sofern

- diese anderen OGA nach Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer behördlichen Aufsicht unterstellen, welche nach Auffassung der Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF") derjenigen nach dem Europäischen Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist, und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht;

- das Schutzniveau der Anteilinhaber der OGA dem Schutzniveau der Anteilinhaber eines OGAW gleichwertig ist und insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung des Fondsvermögens, die Kreditaufnahme, die Kreditgewährung und Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 85/611/EWG gleichwertig sind;

- die Geschäftstätigkeit der OGA Gegenstand von Jahres- und Halbjahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden;

- der OGAW oder OGA, dessen Anteile erworben werden sollen, nach den Gründungsunterlagen insgesamt höchstens 10 % seines Vermögens in Anteilen anderer OGAW oder anderer OGA anlegen darf.

c) Zinslose Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei Kreditinstituten, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union hat oder, falls der Sitz des Kreditinstituts sich in einem Drittstaat befindet, es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der CSSF denjenigen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind. Die Einlagen können grundsätzlich auf sämtliche Währungen lauten, die nach der Anlagepolitik eines Teilfonds zulässig sind.

d) Sharia-konforme derivative Finanzinstrumente ("Sharia-konforme Derivate"), d. h. insbesondere Futures, Terminkontrakte, Optionen sowie Swaps, einschließlich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, die an einem der in Buchstabe a) bezeichneten geregelten Märkte gehandelt werden, und/oder Sharia-konforme derivative Finanzinstrumente, die nicht auf geregelten Märkten gehandelt werden ("Sharia-konforme OTC-Derivate"), sofern es sich bei den Basiswerten um unter dieser Nr. 1 oder unter Nr. 2 erster Spiegelstrich genannte Instrumente handelt, in die ein Teilfonds gemäß seinen Anlagezielen investieren darf.

Darüber hinaus sind bei Sharia-konformen OTC-Derivaten folgende Bedingungen zu erfüllen:

- Die Kontrahenten müssen Finanzeinrichtungen erster Ordnung, auf solche Geschäfte spezialisiert sowie einer Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sein, die von der CSSF zugelassen wurden.

- Die OTC-Derivate müssen einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit zu einem angemessenen Wert veräußert, liquidiert oder durch ein Gegengeschäft glattgestellt werden können.

- Die Transaktionen müssen auf der Grundlage standardisierter Sharia-konformer Vereinbarungen getätigt werden.

- Der Kauf oder Verkauf dieser Instrumente anstelle von an einer Börse oder an einem geregelten Markt gehandelten Instrumenten muss nach Einschätzung der Gesellschaft für die Anleger von Vorteil sein. Der Einsatz von OTC-Geschäften ist insbesondere dann von Vorteil, wenn er eine laufzeitkongruente und damit kostengünstigere Absicherung von Vermögenswerten ermöglicht.

e) Sharia-konforme Geldmarktinstrumente, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden und nicht unter die in Nr. 1. a) genannten Definitionen fallen, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente selbst Vorschriften über den Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt. Die Anforderungen hinsichtlich des Einlagen- und Anlegerschutzes sind bei Geldmarktinstrumenten u.a. dann erfüllt, wenn diese von mindestens einer anerkannten Rating-Agentur mit Investment Grade eingestuft sind bzw. die Gesellschaft der Auffassung ist, dass die Bonität des Emittenten einem Rating von Investment Grade entspricht. Ferner müssen diese Sharia-konformen Geldmarktinstrumente

- von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedstaats der EU, der Europäischen Zentralbank, der Europäischen Union oder der Europäischen Investitionsbank, einem Drittstaat oder, sofern dieser ein Bundesstaat ist, einem Bundesland dieses Bundesstaates, oder von einer internationalen öffentlich-rechtlichen Organisation, der mindestens ein Mitgliedstaat angehört, begeben oder garantiert sein; oder

- von einem Unternehmen begeben sein, dessen Wertpapiere an den in Nr. 1. a) bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden; oder

- von einer Einrichtung, die gemäß den im Gemeinschaftsrecht festgelegten Kriterien einer behördlichen Aufsicht unterstellt ist, oder einer Einrichtung, die Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der CSSF dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig sind, unterliegt und diese einhält, begeben oder garantiert sein; oder

- von anderen Emittenten begeben sein, die einer Kategorie angehören, die von der CSSF zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des ersten, des zweiten oder des dritten Spiegelstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei dem Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens EUR 10 Millionen, das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der vierten Richtlinie 78/660/EWG erstellt und veröffentlicht, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer Unternehmensgruppe von einer oder mehreren börsennotierten Gesellschaften für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermäßige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch Nutzung einer von einem Kreditinstitut eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

2. Der Verwaltungsrat kann für Teilfonds darüber hinaus folgende Geschäfte zulassen:

- die Anlage von bis zu 10 % des Vermögens eines Teilfonds in anderen als den in Nr. 1 genannten Sharia-konformen Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten;
- die Aufnahme kurzfristiger Sharia-konformer Finanzierungen für gemeinschaftliche Rechnung der Anleger eines Teilfonds bis zur Höhe von 10 % des Nettoteilfondsvermögens, sofern die Depotbank der Finanzierung und den Bedingungen der Finanzierungsvereinbarung zustimmt.
- nicht zinsbringende Fremdwährungskredite in Form von "Back-to-Back"-Darlehen sind bis zu 10% des Nettofondsvermögens zulässig, doch zinsbringende Wertpapierpensionsgeschäfte und nicht Sharia-konforme Wertpapierleihgeschäfte sind nicht zulässig.

3. Bei der Anlage der Vermögenswerte der Gesellschaft sind folgende Beschränkungen zu beachten; es steht hierbei dem Verwaltungsrat frei, weitere Beschränkungen zu beschließen:

a) Die Gesellschaft darf für einen Teilfonds Sharia-konforme Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente eines Emittenten kaufen, wenn zur Zeit des Erwerbs ihr Wert, zusammen mit dem Wert der bereits im Teilfonds befindlichen Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente desselben Emittenten, 10% des Nettoteilfondsvermögens nicht übersteigt. Ein Teilfonds darf höchstens 20% seines Nettovermögens in zinslosen Einlagen bei einer Einrichtung anlegen. Das Ausfallrisiko der Kontrahenten bei Geschäften mit OTC-Derivaten darf 10 % des Nettoteilfondsvermögens eines Teilfonds nicht überschreiten, wenn der Kontrahent ein Kreditinstitut im Sinne von Nr. 1. c) ist; für andere Fälle beträgt die Grenze maximal 5 % des Nettoteilfondsvermögens. Der Gesamtwert der im Teilfondsvermögen befindlichen Wertpapiere und Geldmarktinstrumente von Emittenten, in deren Wertpapiere und Geldmarktinstrumente der Teilfonds jeweils mehr als 5 % seines Nettoteilfondsvermögens angelegt hat, darf 40 % des Nettoteilfondsvermögens nicht übersteigen. Diese Begrenzung findet keine Anwendung auf Einlagen und auf Geschäfte mit OTC-Derivaten, die mit Finanzinstituten getätigt werden, die einer behördlichen Aufsicht unterliegen.

Ungeachtet der einzelnen vorgenannten Anlagegrenzen darf ein Teilfonds bei ein und derselben Einrichtung höchstens 20 % seines Nettovermögens in einer Kombination aus

- von dieser Einrichtung begebenen Sharia-konformen Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten,
- zinslosen Einlagen bei dieser Einrichtung und/oder
- Risiken aus Sharia-konformen OTC-Derivaten eingehen, welche in Bezug auf die Einrichtung bestehen, investieren.

b) Falls die erworbenen Sharia-konformen Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem Drittstaat oder von internationalen öffentlich-rechtlichen Organisationen, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, begeben oder garantiert werden, so erhöht sich die Beschränkung in Nr. 3. a) Satz 1 von 10 % auf 35 % des Nettoteilfondsvermögens.

c) Für Sharia-konforme Schuldverschreibungen (Sukuk), die von Kreditinstituten mit Sitz in einem EU-Mitgliedstaat ausgegeben werden und deren Emittenten aufgrund gesetzlicher Vorschriften zum Schutz der Inhaber von Schuldverschreibungen einer besonderen öffentlichen Aufsicht unterliegen, erhöhen sich die unter Nr. 3. a) Satz 1 und 4 genannten Beschränkungen von 10 % auf 25 % bzw. von 40 % auf 80 %, vorausgesetzt, die Kreditinstitute legen die Emissionserlöse gemäß den gesetzlichen Vorschriften in Vermögenswerten an, welche die Verbindlichkeiten aus Sukuk über deren gesamte Laufzeit ausreichend decken und vorrangig für die bei Ausfällen des Emittenten fällig werdenden Rückzahlungen von Kapital und Gewinnen bestimmt sind.

d) Die unter Nr. 3. b) und c) genannten Sharia-konformen Wertpapiere und Geldmarktinstrumente werden bei der Anwendung der in Nr. 3. a) Satz 4 vorgesehenen Anlagegrenze von 40 % nicht berücksichtigt. Die Beschränkungen unter Nr. 3. a) bis c) gelten nicht kumulativ, sodass Anlagen in Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten desselben Emittenten oder in Einlagen bei diesem Emittenten oder in Derivaten desselben 35 % des Nettoteilfondsvermögens nicht übersteigen dürfen. Gesellschaften, die im Hinblick auf die Erstellung des konsolidierten Abschlusses im Sinne der Richtlinie 83/349/EWG oder nach den anerkannten internationalen Rechnungslegungsvorschriften derselben Unternehmensgruppe angehören, sind bei der Berechnung der in Nr. 3. a) bis d) aufgeführten Anlagegrenzen als ein Emittent anzusehen. Ein Teilfonds darf bis zu 20 % seines Nettovermögens in Sharia-konformen Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten einer Unternehmensgruppe anlegen.

e) Anlagen in Sharia-konformen Derivaten werden auf die Grenzen der vorgenannten Nummern angerechnet.

f) Abweichend von den unter Nr. 3. a) bis d) aufgeführten Grenzen kann der Verwaltungsrat bestimmen, dass nach dem Grundsatz der Risikostreuung bis zu 100 % eines Teilfondsvermögens in Sharia-konformen Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten verschiedener Emissionen angelegt werden können, die von der Europäischen Union, der Europäischen Zentralbank, einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem OECD-Mitgliedstaat oder von internationalen öffentlich-rechtlichen Organisationen, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, begeben werden oder garantiert sind, sofern diese Sharia-konformen Wertpapiere und Geldmarktinstrumente im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sind, wobei die Sharia-konformen Wertpapiere und Geldmarktinstrumente aus ein und derselben Emission 30 % des Nettoteilvermögens eines Teilfonds nicht überschreiten dürfen.

g) Ein Teilfonds darf Anteile anderer Sharia-konformer OGAW oder anderer Sharia-konformer OGA im Sinne von Nr. 1. b) nur bis zu insgesamt 10 % seines Nettoteilfondsvermögens erwerben. Abweichend hiervon kann der Verwal-

tungsrat beschließen, dass ein Teilfonds zu einem höheren Prozentsatz seines Nettoteilfondsvermögens oder ganz in Anteile anderer Sharia-konformer OGAW oder anderer Sharia-konformer OGA im Sinne von Nr. 1. b) angelegt werden darf, was dann im vollständigen Verkaufsprospekt hinsichtlich des betroffenen Teilfonds explizit zu erwähnen ist. In diesem Fall darf ein Teilfonds nicht mehr als 20 % seines Nettoteilfondsvermögens in einen Sharia-konformen OGAW oder Sharia-konformen OGA anlegen. Bei der Anwendung dieser Anlagegrenze ist jeder Teilfonds eines Umbrella-Fonds im Sinne von Artikel 133 des Gesetzes wie ein eigenständiges Sondervermögen zu betrachten, soweit das Prinzip der separaten Haftung pro Teilfonds gegenüber Dritten Anwendung findet.

Ebenfalls in diesem Fall dürfen Anlagen in Anteilen anderer Sharia-konformer OGA als OGAW insgesamt 30 % des Nettoteilfondsvermögens eines Teilfonds nicht übersteigen.

Wenn ein Teilfonds Anteile eines Sharia-konformen OGAW oder Sharia-konformen OGA erworben hat, werden die Anlagewerte des betreffenden OGAW oder OGA in Bezug auf die unter Nr. 3. a) bis d) genannten Anlagegrenzen nicht berücksichtigt.

Erwirbt ein Teilfonds Anteile eines Sharia-konformen OGAW oder Sharia-konformen OGA, die unmittelbar oder mittelbar von derselben Gesellschaft oder einer anderen Gesellschaft verwaltet werden, mit der die Gesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder durch Beherrschung oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, so darf weder die Gesellschaft noch die verbundene Gesellschaft für die Zeichnung oder den Rückkauf der Anteile Gebühren berechnen. Die gewichtete durchschnittliche Verwaltungsvergütung der zu erwerbenden Zielfondsanteile im vorgenannten Sinne wird 2,5 % p.a. nicht übersteigen.

h) Unbeschadet der nachfolgenden unter Buchstabe i) festgelegten Anlagegrenzen kann der Verwaltungsrat bestimmen, dass die unter Buchstaben a) bis d) genannten Obergrenzen für Anlagen in Aktien und/oder Schuldtiteln ein und desselben Emittenten 20% betragen, wenn es Ziel der Anlagestrategie eines Teilfonds ist, einen bestimmten, von der CSSF anerkannten Aktien- oder Schuldtitelindex nachzubilden; Voraussetzung hierfür ist, dass

- die Zusammensetzung des Index hinreichend diversifiziert ist;
- der Index eine adäquate Bezugsgrundlage für den Markt darstellt, auf den er sich bezieht;
- der Index in angemessener Weise veröffentlicht wird.

Die in Satz 1 festgelegte Grenze beträgt 35%, sofern dies aufgrund außergewöhnlicher Marktbedingungen gerechtfertigt ist, und zwar insbesondere auf geregelten Märkten, auf denen bestimmte Sharia-konforme Wertpapiere oder Sharia-konforme Geldmarktinstrumente stark dominieren. Eine Anlage bis zu dieser Grenze ist nur bei einem einzigen Emittenten möglich. Die Grenze gemäß Buchstabe a) Satz 4 ist nicht anwendbar.

i) Die Gesellschaft darf für keinen der von ihr verwalteten Investmentfonds stimmberechtigte Aktien erwerben, die mit einem Stimmrecht verbunden sind, das es ihr erlaubt, einen wesentlichen Einfluss auf die Geschäftspolitik des Emittenten auszuüben. Sie darf für einen Teilfonds höchstens 10 % der von einem Emittenten ausgegebenen Sharia-konformen stimmrechtslosen Aktien, Sukuk und Sharia-konformen Geldmarktinstrumente und höchstens 25 % der Anteile eines Sharia-konformen OGAW oder eines Sharia-konformen OGA erwerben. Diese Grenze braucht für Sukuk, Sharia-konforme Geldmarktinstrumente und Zielfondsanteile beim Erwerb nicht eingehalten zu werden, wenn sich das Gesamtemissionsvolumen bzw. der Nettobetrag der ausgegebenen Anteile nicht berechnen lässt. Sie ist auch insoweit nicht anzuwenden, als diese Sharia-konformen Wertpapiere und Sharia-konformen Geldmarktinstrumente von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften oder von einem Drittstaat begeben werden oder garantiert sind oder von internationalen öffentlich-rechtlichen Organisationen, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, begeben werden.

Die unter dem ersten Spiegelstrich von Nr. 2. und Nr. 3. genannten Beschränkungen beziehen sich auf den Zeitpunkt des Erwerbs der Vermögensgegenstände. Werden die Prozentsätze nachträglich durch Kursentwicklungen oder aus anderen Gründen als durch Zukäufe überschritten, so wird die Gesellschaft bei Verkäufen als vorrangiges Ziel die Normalisierung dieser Lage unter Berücksichtigung der Interessen der Anleger anstreben.

4. Die Gesellschaft kann für einen Teilfonds auch Transaktionen abschließen und in Währungen (Devisenkassaverkauf) oder andere Sharia-konforme Instrumente investieren, bei denen verbundene Unternehmen als Broker tätig sind bzw. für eigene Rechnung oder für Rechnung ihrer Kunden auftreten. Dies gilt auch für solche Fälle, bei denen verbundene Unternehmen oder deren Kunden analog der Transaktionen der Gesellschaft handeln. Die Gesellschaft kann für einen Teilfonds auch wechselseitige Transaktionen tätigen, bei denen verbundene Unternehmen im Namen der Gesellschaft und gleichzeitig der beteiligten Gegenpartei handeln. In solchen Fällen liegt eine besondere Verantwortung gegenüber beiden Parteien bei den verbundenen Unternehmen. Die verbundenen Unternehmen können auch Sharia-konforme derivative Instrumente entwickeln, ausstellen oder emittieren, bei denen die zugrunde liegenden Wertpapiere, Währungen oder Instrumente die Anlagen sein dürfen, in welche die Gesellschaft investiert oder die auf der Performance eines Teilfonds basieren. Die Gesellschaft kann Sharia-konforme Anlagen erwerben, die von verbundenen Unternehmen entweder ausgegeben wurden oder Gegenstand eines Zeichnungsangebots oder sonstigen Vertriebs dieser Einheiten sind. Die von den verbundenen Unternehmen erhobenen Provisionen und Kursauf- bzw. -abschläge sollen angemessen sein.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, zusätzliche Anlagebeschränkungen aufzustellen, sofern diese notwendig sind, um den gesetzlichen und verwaltungsrechtlichen Bestimmungen in Ländern, in denen die Anteile der Gesellschaft angeboten oder verkauft werden, zu entsprechen.

5. Wertpapiere gemäß Artikel 144A United States Securities Act

In dem gemäß den Luxemburger Gesetzen und Verordnungen - vorbehaltlich der sonstigen Vereinbarkeit mit den Anlagezielen und der Anlagepolitik eines Teilfonds - zulässigen Umfang kann ein Teilfonds in Sharia-konforme Wertpapiere investieren, die nicht nach dem United States Securities Act von 1933 und Änderungen (nachfolgend "Gesetz von 1933") zugelassen sind, die aber gemäß Artikel 144A, Gesetz von 1933, an qualifizierte institutionelle Käufer verkauft werden dürfen ("Wertpapiere gemäß Artikel 144A"). Ein Teilfonds kann maximal bis zu 10% seines Nettovermögens in Sharia-konforme Wertpapiere gemäß Artikel 144A investieren, die sich nicht als Wertpapiere im Sinne von Nr. 1 qualifizieren, vorausgesetzt, dass der Gesamtwert dieser Anlagen zusammen mit anderen Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, wie unter Nr. 2 erster Spiegelstrich beschrieben, 10 % nicht übersteigt.

6. Die Begriffe "Sharia-konforme Wertpapiere" und "Sharia-konforme Geldmarktinstrumente" umfassen auch Sharia-konforme Wertpapiere und Sharia-konforme Geldmarktinstrumente, in die ein oder mehrere Derivat(e) eingebettet ist bzw. sind ("strukturierte Produkte").

Zudem darf der Verwaltungsrat bestimmen, dass andere als die vorgenannten Vermögensgegenstände erworben werden können, wenn dies unter Berücksichtigung der islamischen Anlageleitlinien, anwendbaren Gesetze und Verordnungen zulässig ist.

7. Der Verwaltungsrat kann, im wohlverstandenen Interesse der Gesellschaft und in der Weise, wie in den Verkaufsunterlagen der Anteile der Gesellschaft näher beschrieben, beschließen, dass alle oder ein Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft oder eines Teilfonds auf gesonderter Grundlage gemeinsam mit anderen Vermögenswerten anderer Anleger, einschließlich anderer Organismen für gemeinsame Anlagen und/oder ihrer Teilfonds verwaltet werden oder dass alle oder ein Teil der Vermögenswerte zweier oder mehrerer Teilfonds auf gesonderter Grundlage oder im Pool gemeinsam verwaltet werden.

8. Anlagen eines jeglichen Teilfonds der Gesellschaft können unmittelbar oder mittelbar über hundertprozentig im Eigentum der Gesellschaft befindliche Tochtergesellschaften erfolgen, entsprechend der jeweils zu treffenden Entscheidung des Verwaltungsrats und wie im einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Anteilen der Gesellschaft beschrieben. Bezüge auf Vermögenswerte und Anlagen in dieser Satzung bezeichnen dementsprechend entweder unmittelbar getätigte Anlagen oder unmittelbar für die Gesellschaft gehaltene Vermögenswerte oder solche Anlagen oder Vermögenswerte, die mittelbar über die vorerwähnte Tochtergesellschaft für die Gesellschaft getätigt oder gehalten werden.

9. Die Gesellschaft ist ermächtigt, wie vom Verwaltungsrat der Gesellschaft in Übereinstimmung mit den anwendbaren Gesetzen und Bestimmungen festgelegt, Sharia-konforme Techniken und Instrumente, die Wertpapiere und Geldmarktinstrumente sowie andere ggf. gesetzlich zulässige Sharia-konforme Vermögensgegenstände zum Gegenstand haben, zu verwenden, wobei solche Techniken und Instrumente im Zusammenhang mit der effizienten Verwaltung des Vermögens eingesetzt werden müssen.

Art. 19. Interessenkonflikt. Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Unternehmung werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder leitende Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder leitende Angestellte der Gesellschaft, die als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unternehmung tätig sind, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellter dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen, und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das Bestehen eines persönlichen Interesses des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Hauptversammlung berichtet.

Der Verwaltungsrat kann jeweils nach eigenem Ermessen beschließen, dass in bestimmten Fällen nicht von einem entgegengesetzten Interesse ausgegangen wird, unabhängig davon, ob tatsächlich ein Zusammenhang mit Verbindungen, der beruflichen Stellung oder mit Geschäftsvorfällen, in die eine Person, Gesellschaft oder Unternehmung involviert ist, besteht.

Art. 20. Schadloshalten des Verwaltungsrats. Die Gesellschaft kann vertretbare Auslagen, die einem Mitglied des Verwaltungsrats, einem leitenden Angestellten oder dessen Erben, Testamentsvollstreckern oder Nachlaßverwaltern im Zusammenhang mit einer Klage und gerichtlichen Maßnahmen oder im Rahmen eines Verfahrens entstanden sind, an dem er aufgrund seiner Stellung als Verwaltungsratsmitglied, als leitender Angestellter der Gesellschaft oder, auf seinen Antrag hin, auch einer anderen Gesellschaft, an der die Gesellschaft als Aktionär beteiligt ist oder bei der die Gesellschaft Gläubiger ist und von der er keine Kostenerstattung erhält, erstatten, außer in den Fällen, in denen er aufgrund solcher Klagen, gerichtlichen Schritte oder Verfahren wegen grob fahrlässigem oder Fehlverhalten rechtskräftig verurteilt wurde; im Falle eines Vergleichs erfolgt eine Kostenerstattung nur im Zusammenhang mit den Angelegenheiten, die von dem Vergleich abgedeckt werden und sofern der Rechtsberater der Gesellschaft bescheinigt, dass die zu entschädigende Person keine Pflichtverletzung begangen hat. Das vorgenannte Recht auf Kostenerstattung schließt andere Ansprüche nicht aus.

Art. 21. Wirtschaftsprüfer. Die Rechnungsdaten im Rechenschaftsbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer ("réviseur d'entreprises agréé") geprüft, der von der Hauptversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen sowie dessen Abänderungen und Nachfolgegesetzen.

Titel IV Hauptversammlung - Geschäftsjahr - Ausschüttungen

Art. 22. Hauptversammlung der Gesellschaft. Die Hauptversammlung der Gesellschaft repräsentiert die Gesamtheit der Anleger der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Anleger unabhängig von den Anteilklassen, die von ihnen gehalten werden. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die Hauptversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrats zusammen. Sie kann auch auf Antrag von Anlegern, die mindestens ein Fünftel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die Jahreshauptversammlung wird nach Maßgabe des Luxemburger Rechts am eingetragenen Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg am dritten Freitag im Oktober um 11.15 Uhr (Ortszeit) abgehalten. Wenn dieser Tag ein gesetzlicher oder Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die Jahreshauptversammlung am nächstfolgenden Werktag abgehalten.

Weitere Hauptversammlungen können zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten werden, wie in der entsprechenden Einladung näher beschrieben.

Die Anleger treten auf Einladung des Verwaltungsrats, aus der die Tagesordnung hervorgehen muss und die mindestens acht Tage vor der Hauptversammlung an jeden Inhaber von Namensanteilen an dessen im Anteilregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Ein Nachweis über die tatsächliche erfolgte Mitteilung an die Inhaber von Namensanteilen muss auf der Versammlung nicht geführt werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in denen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Anleger zusammentritt; in letzterem Falle kann der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

Sofern Inhaberanteile ausgegeben wurden, wird die Einladung zu der Versammlung zusätzlich entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Mémorial "Recueil des Sociétés et Associations", in einer oder mehreren Luxemburger Tageszeitungen und, auf Beschluss des Verwaltungsrats, in anderen Tageszeitungen veröffentlicht.

Wenn sämtliche Anteile als Namensanteile ausgegeben wurden und wenn keine Veröffentlichungen vorgenommen werden, kann die Einladung an die Anleger ausschließlich per Einschreiben erfolgen.

Sofern sämtliche Anleger anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Hauptversammlung ohne vorherige Einladung stattfinden.

Der Verwaltungsrat kann anderweitige Bedingungen festlegen, die von den Anlegern erfüllt sein müssen, um an einer Hauptversammlung teilzunehmen.

Auf der Hauptversammlung werden lediglich solche Themen behandelt, die auf der Tagesordnung stehen (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich zwingenden Themen enthalten) sowie Geschäftsvorfälle im Zusammenhang mit diesen Themen.

Nach Maßgabe des Luxemburger Rechts und dieser Satzung berechtigt jeder Anteil, unabhängig von der Anteilklasse, zu einer Stimme. Ein Anleger kann sich bei jeder Hauptversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, die kein Anleger sein muss und die Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen von Gesetzes wegen oder aufgrund dieser Satzung werden die Beschlüsse auf der Hauptversammlung mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anleger gefasst.

Art. 23. Hauptversammlungen in einem Teilfonds oder einer Anteilklasse. Die Anleger der Anteilklassen eines Teilfonds können zu jeder Zeit Hauptversammlungen abhalten, um über Vorgänge zu beschließen, die ausschließlich diesen Teilfonds betreffen.

Darüber hinaus, können die Anleger einer Anteilklasse zu jeder Zeit Hauptversammlungen im Hinblick auf alle Fragen, die diese Anteilklasse betreffen, abhalten.

Die Bestimmungen in Artikel 22 dieser Satzung finden auf solche Hauptversammlungen entsprechende Anwendung.

Jeder Anteil berechtigt nach Maßgabe des Luxemburger Rechts und dieser Satzung zu einer Stimme. Anleger können höchstpersönlich handeln oder sich aufgrund einer Vollmacht von einer anderen Person, die kein Anleger sein muss, aber Mitglied des Verwaltungsrats sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden Beschlüsse der Hauptversammlung eines Teilfonds oder einer Anteilklasse mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anleger gefasst.

Art. 24. Auflösung oder Verschmelzung von Teilfonds oder Anteilklassen. Falls der Vermögenswert eines Teilfonds unter den Betrag fällt, den der Verwaltungsrat als Mindestbetrag für eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung des Teilfonds festgelegt hat, oder der Teilfonds diesen Mindestbetrag nicht erreicht oder falls eine erhebliche Veränderung der politischen, wirtschaftlichen oder monetären Situation eintritt, kann der Verwaltungsrat alle Anteile des betreffenden Teilfonds zum Nettoinventarwert pro Anteil des Bewertungstags, an dem diese Entscheidung des Verwaltungsrats in Kraft tritt

(unter Berücksichtigung der tatsächlich erzielten Preise und der notwendigen Kosten zur Realisierung der Vermögensanlagen), zwangsweise zurückzunehmen. Die Gesellschaft hat die Anleger vor dem Inkrafttreten der Zwangsrücknahme schriftlich über die Gründe und das Rücknahmeverfahren zu informieren: die Inhaber von Namensanteilen werden schriftlich informiert; Inhaber von Inhaberanteilen werden durch Veröffentlichung einer Mitteilung in vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Tageszeitungen informiert, sofern die jeweiligen Anleger und deren Adressen der Gesellschaft nicht bekannt sind. Sofern im Interesse oder im Sinne der Gleichbehandlung der Anleger keine andere Entscheidung getroffen wird, dürfen die Anleger des betreffenden Teilfonds vor dem Datum der Zwangsrücknahme kostenlos die Rücknahme oder den Umtausch ihrer Anteile beantragen (wobei tatsächlich erzielte Preise und notwendige Kosten zur Realisierung der Vermögensanlagen berücksichtigt werden).

Ungeachtet der dem Verwaltungsrat im vorstehenden Absatz übertragenen Befugnisse kann die Hauptversammlung der Inhaber einer oder aller in einem Teilfonds ausgegebener Anteilklasse(n) auf Vorschlag des Verwaltungsrats beschließen, alle Anteile der entsprechenden Anteilklasse(n) zurückzunehmen und den Nettoinventarwert der Anteile des Bewertungstags, an dem die entsprechende Entscheidung in Kraft tritt (unter Berücksichtigung der tatsächlich erzielten Preise und notwendigen Kosten im Zusammenhang mit der Realisierung der Kapitalanlagen), an die Anleger auszuzahlen. Bei dieser Hauptversammlung ist keine Mindestanzahl von Anlegern zur Beschlussfähigkeit notwendig. Die Entscheidung wird mit einfacher Mehrheit der bei dieser Versammlung anwesenden oder vertretenen Anteile gefasst.

Vermögenswerte, die nach Ausführung der Rücknahme nicht an die entsprechenden berechtigten Personen ausgezahlt werden können, werden für die Dauer der Liquidationszeit bei der Depotbank hinterlegt. Nach Ablauf dieses Zeitraums werden die Vermögenswerte zugunsten der berechtigten Personen an die Caisse de Consignation übertragen.

Alle zurückgenommenen Anteile werden entwertet.

Unter den in Absatz 1 dieses Artikels genannten Umständen kann der Verwaltungsrat auch beschließen, die Vermögenswerte eines Teilfonds auf einen anderen Teilfonds der Gesellschaft, auf einen anderen Sharia-konformen Organismus für gemeinsame Anlagen nach Luxemburger Recht, der den Bestimmungen des Teils I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 unterliegt, oder in einen anderen Sharia-konformen Teilfonds eines solchen Organismus für gemeinsame Anlagen (im Folgenden als "neuer Teilfonds" bezeichnet) einzubringen und die Anteile der betreffenden Teilfonds als Anteile eines anderen Teilfonds umzubenennen (sofern erforderlich nach einem Split oder einer Zusammenlegung und Vergütung möglicher Differenzbeträge für Anteilbruchteile an die Anleger). Diese Entscheidung wird in derselben Weise, wie im ersten Absatz dieses Artikels erläutert, einen Monat vor Inkrafttreten veröffentlicht (diese Veröffentlichung enthält zusätzlich Informationen zu dem neuen Teilfonds), um den Anlegern während dieses Zeitraums eine gebührenfreie Rücknahme bzw. einen Umtausch ihrer Anteile zu ermöglichen.

Ungeachtet der vorstehend beschriebenen Befugnisse des Verwaltungsrats kann die Hauptversammlung der Anleger der in einem Teilfonds ausgegebenen Anteilklasse(n) die Einbringung von Vermögenswerten und Verbindlichkeiten der Anteilklasse in einen anderen Teilfonds der Gesellschaft oder in eine andere Anteilklasse desselben Teilfonds beschließen. Hierzu besteht kein. Mindestanwesenheitserfordernis und die Zusammenlegung kann durch einfache Mehrheit der auf dieser Versammlung anwesenden oder vertretenen Anteile beschlossen werden.

Die Einbringung von Vermögenswerten und Verbindlichkeiten eines Teilfonds oder von Anteilklassen eines Teilfonds in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen gemäß dem fünften Absatz dieses Artikels oder in einen anderen Teilfonds eines solchen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen erfordert einen Beschluss der Inhaber der Anteile des Teilfonds bzw. der betreffenden Anteilklasse(n) des jeweiligen Teilfonds mit einem Quorum von mindestens 50% der ausgegebenen Anteile innerhalb des Teilfonds bzw. der betroffenen Anteilklasse(n) des Teilfonds und einer Mehrheit von mindestens zwei Drittel der auf der Versammlung anwesenden oder vertretenen Anteile. Sofern eine solche Fusion mit einem Organismus für gemeinsame Anlagen nach Luxemburger Recht mit Sondervermögenscharakter ("fonds commun de placement") oder mit einem Organismus für gemeinsame Anlagen ausländischen Rechts erfolgt, binden die Beschlüsse der Hauptversammlung ausschließlich die Anleger, die sich zugunsten der Zusammenlegung ausgesprochen haben.

Art. 25. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Juli jeden Jahres und endet am 30. Juni des folgenden Jahres.

Art. 26. Verwendung der Erträge. Die Hauptversammlung der Gesellschaft (Artikel 22) beschließt auf Vorschlag des Verwaltungsrats und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber, wie die Erträge aus den Teilfonds hinsichtlich jeder bestehenden Anteilklasse zu verwenden sind, und kann beschließen oder den Verwaltungsrat jeweils ermächtigen, Ausschüttungen vorzunehmen.

Auf jede ausschüttungsberechtigte Anteilklasse kann der Verwaltungsrat gemäß den gesetzlichen Bestimmungen Zwischenausschüttungen beschließen.

Die Zahlung von Ausschüttungen an die Inhaber von Namensanteilen erfolgt an deren im Anteilregister eingetragene Adressen. Die Zahlung von Ausschüttungen an die Inhaber von Inhaberanteilen erfolgt gegen Vorlage des Kupons bei der/den hierzu von der Gesellschaft besonders bezeichneten Stelle(n).

Ausschüttungen können in einer Währung, zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt werden, wie dies der Verwaltungsrat jeweils näher bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann Gratisaktien an Stelle von Bardividenden unter den Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Verwaltungsrat näher festzulegen sind, beschließen.

Jegliche Ausschüttung, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach dem Beschluss über die Ausschüttung eingefordert wird, verfällt zugunsten der an dem jeweiligen Teilfonds ausgegebenen Anteilklasse(n).

Auf Ausschüttungen, die von der Gesellschaft beschlossen und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

Titel V Schlussbestimmungen

Art. 27. Depotbank. Innerhalb des gesetzlich zwingenden Rahmens schließt die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor (die "Depotbank") ab.

Die Depotbank wird ihre Pflichten gemäß des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen sowie dessen Abänderungen und Nachfolgegesetzen erfüllen.

Wenn die Depotbank den Depotbankvertrag kündigen möchte, wird der Verwaltungsrat alle Anstrengungen unternehmen, um innerhalb von zwei Monaten nach wirksamer Kündigung des Depotbankvertrags eine Nachfolgedepotbank zu ernennen. Der Verwaltungsrat kann den Vertrag mit der Depotbank kündigen, er kann jedoch die Depotbank nicht aus ihren Funktionen entlassen, solange keine Nachfolgedepotbank bestellt wurde.

Art. 28. Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Hauptversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 30 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, wird der Verwaltungsrat die Frage der Auflösung der Hauptversammlung vorlegen. Die Hauptversammlung, die ohne Quorum entscheiden kann, wird mit einfacher Mehrheit der auf der Hauptversammlung vertretenen Anteile entscheiden.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird des weiteren der Hauptversammlung vorgelegt, sofern das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt; in diesem Falle wird die Hauptversammlung ohne Quorum abgehalten, und die Auflösung kann durch die Anleger entschieden werden, die ein Viertel der auf der Hauptversammlung vertretenen stimmberechtigten Anteile halten.

Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Nettovermögen der Gesellschaft unter zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Mindestbetrags gefallen ist, abgehalten werden kann.

Art. 29. Liquidation. Die Liquidation wird durch einen oder mehrere Liquidatoren vorgenommen, bei denen es sich sowohl um Einzelpersonen als auch um juristische Personen handeln kann und die der Hauptversammlung, die auch über deren Befugnisse und Vergütung entscheidet, ernannt werden.

Art. 30. Änderungen der Satzung. Die Satzung kann auf einer Hauptversammlung, die die Ziele der Gesellschaft gemäß der Sharia und die Anforderungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen im Hinblick auf die Beschlussfähigkeit erfüllen muss, geändert werden.

Art. 31. Begriffsbestimmungen. Bezeichnungen in dieser Satzung in der Maskulinform schließen die entsprechende Bezeichnung der Femininform mit ein und Verweise auf Personen oder Anleger umfassen auch Firmen, Sozietäten und sonstige Personengesellschaften, unabhängig davon, ob sie als Körperschaft eingetragen sind.

"Islamische Anlagerichtlinien" Die Anlagerichtlinien, die in der Fatwa aufgeführt sind und jene, die vom Sharia-Berater erlassen wurden oder zu welchen dieser seinen Rat erteilt hat, und die vom Sharia-Rat genehmigt wurden und für die Gesellschaft laut näheren Beschreibungen in diesem Verkaufsprospekt gelten.

"Unerlaubtes Vermögen" Vermögen der Gesellschaft, das gegen die islamischen Anlagerichtlinien verstößt und/oder gegen die vom Sharia-Rat und/oder dem Sharia-Berater erteilten Richtlinien.

"Unerlaubte Erträge" Bardividenden (aus den Zinserträgen einer Gesellschaft und aus deren Erträgen, die aus unerlaubten und unzulässigen Aktivitäten entstehen) und sonstige unerlaubte Erträge, einschließlich Zinserträge, nach Feststellung durch den Sharia-Rat und/oder den Sharia-Berater.

"Sharia" Die Grundsätze, Gebote und Lehren des islamischen Rechts aus dem Koran und aus den Lehren und Beispielen des heiligen Propheten Muhammad, der Friede sei mit ihm, gemäß Auslegung durch den Sharia-Rat und/oder den Sharia-Berater.

"Sharia-Rat" Der gelegentlich von der Verwaltungsgesellschaft ernannte Sharia-Rat, der als Sharia-Rat für die Gesellschaft fungieren soll.

"Sharia-Berater" BMB Islamic UK Limited in seiner Funktion als Sharia-Berater für die Gesellschaft gemäß den Bedingungen des Sharia-Beratungsvertrags.

"Sukuk" Zertifikate gleichen Wertes, die ungeteilte Inhaberanteile bestimmter zugrunde liegender Vermögenswerte darstellen.

Art. 32. Anwendbares Recht. Für sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen findet das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und das Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen Anwendung.

Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung und endet am 30. Juni 2009.
- 2) Die erste ordentliche Jahreshauptversammlung findet statt im Jahr 2009.

Zeichnung und Einzahlung

Die Aktien wurden wie folgt gezeichnet:

Allianz Global Investors Luxembourg S.A., vorgenannt, zeichnet einunddreissig (31) Aktien, vollständig eingezahlt, so dass der Gesellschaft der Betrag von einunddreissigtausend Euro (EUR 31.000,-) zur Verfügung, was dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Kosten

Der Betrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Lasten, die unter irgendeiner Form der Gesellschaft zu Lasten fallen oder sonst aufgrund der Gründung von ihr getragen werden, werden auf siebentausendachthundert Euro (EUR 7.800,-) geschätzt.

Außerordentliche Hauptversammlung

Alsdann trat der Erschienene, vertreten wie oben genannt, der das gesamte Aktienkapital vertritt, zu einer außerordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre zusammen, zu der er sich als rechtens einberufen bekennt.

Nachdem er die ordnungsgemäße Zusammensetzung dieser Hauptversammlung festgestellt hat, wurden folgende Beschlüsse gefasst:

I. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden bis zur ersten ordentlichen Jahreshauptversammlung am 30. Juni 2009 ernannt:

Vorsitzender:

Herr Wilfried SIEGMUND, geboren am 4. September 1958 in Wolfsburg (Deutschland), mit Berufsanschrift 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxemburg, Managing Director Allianz Global Investors Luxembourg S.A., Senningerberg.

Mitglieder:

Dr. Christian FINCKH, Chief Operating Officer Allianz Global Investors Europe GmbH, München, Managing Director Allianz Global Investors Europe Holding GmbH, München, Managing Director Allianz Global Investors Kapitalanlagegesellschaft mbH, Frankfurt/Main, Managing Director Allianz Global Investors Product Solutions GmbH, München, Managing Director Allianz Global Investors Deutschland GmbH, Frankfurt / Main, geboren in Simbach/Inn (Germany) am 30. April 1968;

Herr Michael PETERS, Managing Director Allianz Global Investors Kapitalanlagegesellschaft mbH, Frankfurt/Main, Managing Director Allianz Global Investors Product Solutions GmbH, München, Investment Director Allianz Global Investors Product Solutions GmbH, München, geboren in Koblenz (Germany) am 2. August 1968.

II. Die Versammlung bestellt KPMG Audit S.à r.l., 31, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, RCS B.103.590 als Abschlussprüfer der Gesellschaft, für die gleiche Dauer wie Verwaltungsratsmitglieder.

III. Der Sitz der Gesellschaft ist in 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der obigen erschienenen Personen auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Fassung. Auf Verlangen derselben erschienenen Personen und im Fall von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung ist die englische Fassung maßgeblich.

Aufgenommen in Senningerberg, an dem zu Beginn dieses Dokuments bezeichneten Datum.

Nach Vorlesung des Dokumentes an den Erschienenen, hat dieser gemeinsam mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: Eis, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 7 mai 2008. LAC / 2008 / 18626. — Reçu mille deux cent cinquante euros (1.250 €).

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

Für gleichlautende Kopie, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 20. Mai 2008.

Paul BETTINGEN.

Référence de publication: 2008065617/202/2055.

(080074587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2008.

Syndicated Asset Management Holding GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 133.511.

AUSZUG

Es geht aus dem Beschluss des Rates der Geschäftsführer vom 25. März 2008 hervor dass:

- Der Gesellschaftssitz von 5, rue Jean Monnet L-2180 Luxembourg nach 36, avenue Mari-Thérèse L-2132 Luxembourg verlegt wird

Für gleichlautenden Auszug

Unterschrift

Référence de publication: 2008060683/3560/15.

Enregistré à Luxembourg, le 2 mai 2008, réf. LSO-CQ00218. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2008.

Real Estate Investor Fund 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 2.500.000,00.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 113.258.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des associés
tenue au siège social à Luxembourg, le 14 avril 2008*

Monsieur AGRATI Eugenio, Monsieur CASTELLI Luca, Mademoiselle GEGIC Aldijana et Monsieur RADIA Yogesh Dhirajlal sont renommés gérants de la société pour une nouvelle période de deux ans. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2010.

Pour extrait sincère et conforme

REAL ESTATE INVESTOR FUND 2 S.À.R.L.

Eugenio AGRATI

Gérant

Référence de publication: 2008060254/545/19.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2008, réf. LSO-CQ00933. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080067157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2008.

Apollo Redos II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 113.330.

Extrait des résolutions des associés prises le 7 avril 2008

En date du 7 avril 2008, les Associés de Apollo Redos II S.à r.l. (la "Société"), ont décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Monsieur John Ruane en tant que Gérant de la Société avec effet au 1^{er} avril 2008;
- de nommer Madame Priscille Fourneaux, résidant professionnellement au 21, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, en qualité de Gérant de la Société avec effet au 1^{er} avril 2008 et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 22 avril 2008.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008061168/710/18.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2008, réf. LSO-CQ01068. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

AP3 Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 108.854.

Extrait des résolutions des associés prises le 7 avril 2008

En date du 7 avril 2008, les Associés de AP3 Holding S.à r.l. (la "Société"), ont décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Luxembourg Corporation Company S.A. en tant que Gérant de la Société avec effet au 1^{er} avril 2008;
- de nommer Madame Priscille Fourneaux, résidant professionnellement au 21, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, en qualité de Gérant de la Société avec effet au 1^{er} avril 2008 et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 22 avril 2008.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008061162/710/19.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2008, réf. LSO-CQ01025. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

Eagle (EU) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 125.450.

*Extrait des résolutions de l'associé prises le 7 avril 2008*En date du 7 avril 2008, l'Associé de Eagle (EU) S.à r.l. (la "Société"), ont décidé de nommer Madame Priscille Fourneaux, résidant professionnellement au 21, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, en qualité de Gérant de la Société avec effet au 1^{er} avril 2008 et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 22 avril 2008.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008061153/710/17.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2008, réf. LSO-CQ01009. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

Apollo Rom (US) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 109.742.

Extrait des résolutions de l'associé unique prises le 7 avril 2008

En date du 7 avril 2008, l'Associé unique de Apollo Rom (US) S.à r.l. (la "Société"), a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Luxembourg Corporation Company S.A. en tant que Gérant de la Société avec effet au 1^{er} avril 2008;
- de nommer Madame Priscille Fourneaux, résidant professionnellement au 21, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, en qualité de Gérant de la Société avec effet au 1^{er} avril 2008 et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 22 avril 2008.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008061170/710/19.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2008, réf. LSO-CQ01071. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

Eagle (US) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 125.449.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique prises le 7 avril 2008

En date du 7 avril 2008, l'Associé unique de Eagle (US) S.à r.l. (la "Société"), a décidé de nommer Madame Priscille Fourneaux, résidant professionnellement au 21, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, en qualité de Gérant de la Société avec effet au 1^{er} avril 2008 et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 22 avril 2008.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008061154/710/17.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2008, réf. LSO-CQ01011. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

Euro Mobile S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3515 Dudelange, 219, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 81.312.

—
Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 mai 2008.

Fiduciaire Hellers, Kos & Associés S.à r.l., Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2008061118/7262/14.

Enregistré à Luxembourg, le 5 mai 2008, réf. LSO-CQ00771. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.

GSC European Mezzanine Luxembourg IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 110.275.

—
Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mai 2008.

TMF Management Luxembourg S.A.

Domiciliataire

Signature

Référence de publication: 2008061141/805/15.

Enregistré à Luxembourg, le 8 mai 2008, réf. LSO-CQ02081. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080068641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2008.
